



HOMME DE VISION
LOUIS CHOQUETTE PARLE
DE « COVER GIRL » B 1

SPORTS
L'ÉQUIPE CANADIENNE JUNIOR
PASSE EN FINALE S 2 et S 3



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE LUNDI 3 JANVIER 2005

Ottawa double son aide



Des femmes de Matara, une ville côtière du sud du Sri Lanka, se disputent de la nourriture distribuée aux sinistrés du tsunami.

DAPHNÉE DION-VIENS
DDViens@lesoleil.com

■ Deux fois plus pour venir en aide à l'Asie du Sud-Est. Voilà ce qu'a annoncé Paul Martin hier, à la suite d'une rencontre avec des membres de son cabinet et des diplomates des principaux pays touchés. L'aide gouvernementale canadienne passe ainsi de 40 à 80 millions \$. Et le Canada est prêt à en faire davantage, a indiqué le premier ministre.

« Cette tragédie est d'une ampleur incommensurable, qui dépasse l'entendement », a déclaré M. Martin, revenu samedi de ses vacances au Maroc. Le dernier bilan, toujours provisoire, fait état de plus de 130 000 morts.

En plus des millions \$ consentis, il a aussi annoncé le déploiement de l'équipe d'intervention en cas de catastrophe (Disaster Assistance Response Team en anglais, ou DART), un groupe composé entre autres de personnel des Forces armées canadiennes.

Des représentants sont déjà au Sri Lanka afin d'évaluer où et comment l'équipe se déploiera, de façon à maximiser l'efficacité de l'aide sur le terrain. De plus amples informations sur sa mission seront disponibles aujourd'hui. La GRC sera aussi mise à contribution puisque 10 spécialistes en médecine légale seront dépêchés en Thaïlande afin d'aider à identifier les individus qui ont péri. Des dizaines de milliers de personnes, dont au moins 150 Canadiens, manquent toujours à l'appel. Cinq décès de Canadiens sont confirmés jusqu'à maintenant.

Le gouvernement fédéral enverra aussi des cargaisons contenant 20 000 couvertures, 40 000 génératrices, 15 uni-

Voix ASIE en A 2 >

Plus d'informations Pages A 3 à A 5

LA QUESTION DU JOUR

@ QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Jugez-vous suffisante l'aide du Canada de 80 millions \$ aux sinistrés des tsunamis ?

ÉCRIVEZ-NOUS à opinion@lesoleil.com Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

À LIRE AUJOURD'HUI

■ Embâcle de la rivière Sainte-Anne à Saint-Raymond Page A 7
Le conseil municipal discutera cette semaine de la possibilité de demander au gouvernement le dragage de la rivière comme il y a 30 ans.

SOMMAIRE

Agenda	B 4	Loteries	A 10
Automobile	C 8	Météo	S 16
Bandes dessinées	B 5	Mot mystère	B 5
Bridge	S 15	Mots croisés	B 5
Décès	C 9	Petites annonces	S 13
Horoscope	B 5	Télévision	B 2

MÉTÉO

☀ Max. - 5, min. - 12
Nuageux avec percées de soleil en matinée. Détails page S 16

Accumulation de neige (avant hier)
Ce mois-ci: 0,0 cm Lan dernier: 1,0 cm
Cet hiver: 115,1 cm L'hiver dernier: 142,2 cm

QUÉBEC,
109^e ANNÉE, N° 5
FLORIDE, 1,89 \$ US
MONTREAL,
OTTAWA 87¢
PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES 6 27657 00071 1

« Toutes les places que nous avons visitées n'existent plus »

Trois Charlevoisiens rentrent de Thaïlande marqués pour la vie par la tragédie

SYLVAIN DESMEULES
Collaboration spéciale

LA MALBAIE — « Quand notre heure n'est pas arrivée, on ne meurt pas. La preuve en est faite », confiait Hugnette Lapointe, qui n'oubliera pas de sitôt son séjour dans le village de Hat Nai Han, situé à la péninsule sud de l'île de Phuket en Thaïlande.

Depuis le 8 décembre, elle et son mari André Lapointe, accompagnés de leur fils Bernard, visitaient Dominique, leur fille, directrice du Royal Méridien Phuket Yacht Club. Le 30 décembre, ils rentraient à Montréal, épuisés, marqués à vie par la tragédie, mais sains et saufs.

« J'étais avec mon père au sixième étage de l'hôtel. La première vague avait laissé des poissons sur la plage et les villageois avançaient tranquillement pour les cueillir, en se demandant ce qui se passait, puis la deuxième vague a frappé. Tout a été dévasté sauf notre hôtel, protégé par un muret de pierres et profitant de sa construction à flanc de montagne. Tout s'écroulait comme un château de cartes dans un film au ralenti. Les bateaux qui se trouvaient dans la baie se sont tous retrouvés au lar-

ge », raconte Bernard Lapointe, qui éprouve encore de la difficulté à expliquer leur drame.

Tout au long de l'entrevue, les Lapointe répètent 10 fois plutôt qu'une la chance qu'ils ont d'être encore en vie. « Je suis chanceux de m'être retrouvé à l'hôtel. Sur la plage, j'y passais », dira André Lapointe, qui n'a jamais autant aimé la neige de son pays Charle-

voix plus qu'aujourd'hui. « C'est terrible. Déjà que ces gens étaient pauvres et voilà qu'ils perdent le peu qu'ils ont, y compris des

proches. Pendant ce temps, en Irak, on continue à se tuer », philosophe M^{me} Lapointe. Son fils Bernard renchérit aussitôt. « Toutes les places que nous avons visitées n'existent plus. Le restaurant où nous avions mangé deux jours avant a été détruit. L'hôtel du village voisin où nous devions passer la journée a été ravagé, avec des dizaines de clients morts. Rien n'a été épargné sur la Phiphi Island, un paradis visité quelques jours avant le drame. Il y avait tellement d'endroits où nous aurions pu être sans pouvoir s'en sortir », narre-

Voix PLACES en A 2 >

« Tout s'écroulait comme un château de cartes »

TRAITEMENT HYPERBARE ET PARALYSIE CÉRÉBRALE

Un film au lieu d'une poursuite

Le gouvernement du Québec a subventionné au coût de 1,3 million \$, à l'automne 1999, la toute première recherche scientifique à être réalisée sur les effets de l'oxygénothérapie hyperbare dans le traitement des enfants atteints de paralysie cérébrale. Puis, malgré des résultats étonnants, le Fonds de recherche en santé du Québec (FRSQ), qui avait financé la recherche, déclare qu'elle a démontré l'inefficacité du traitement hyperbare pour les enfants atteints de paralysie cérébrale. Cinq ans plus tard, les acteurs de cette étude crient à la fraude, dans un documentaire tourné pour l'Office national du film. Et ils mettent sur pied un mouvement de pression pour forcer le gouvernement Charest à financer comme elles devraient l'être les ressources publiques en réadaptation. Portrait de la croisade de 1200 familles québécoises à bout de patience.

ANDRÉE ROY
ARoy@lesoleil.com

Plus d'un millier de familles québécoises ayant à leur charge un enfant atteint de paralysie cérébrale s'estiment victimes d'une « fraude » de la part du gouvernement — péquiste à ce moment —, qui les a ainsi privés d'une avenue prometteuse pour améliorer la qualité de vie de leurs enfants. À tel point qu'un recours collectif pour « fraude scientifique » devait être intenté par ces mêmes parents le printemps dernier. Abandonnée au dernier moment — le processus a été jugé trop long et pas assez efficace à

court terme —, la poursuite a fait place à un documentaire-choc, une véritable dénonciation filmée, qui doit être largement diffusée en février.

« Le gouvernement du Québec, qui a financé l'étude (sur l'efficacité du traitement en chambre hyperbare pour les enfants atteints de paralysie cérébrale), a falsifié les résultats, les conclusions et même le titre de l'article qui a été publié dans *The Lancet* (prestigieuse revue médicale britannique) », affirme le Dr Pierre Marois, physiatre à l'hôpital Sainte-Justine. Il était parmi les cochercheurs de l'étude, dont les résultats ont été publiés à l'automne 2000.



Physiatre au Centre de réadaptation Marie-Enfant, à l'hôpital Sainte-Justine de Montréal, le Dr Pierre Marois suit des milliers d'enfants atteints de paralysie cérébrale, de trisomie ou d'autres handicaps moteurs ou intellectuels.

La recherche a impliqué, entre octobre 1999 et janvier 2000, 111 enfants atteints de paralysie cérébrale et divisés en deux groupes pour des traitements en chambre hyperbare. Le premier groupe a reçu 100 % d'oxygène

sous une pression de 1,75 atmosphère. Le deuxième, 21 % d'oxygène sous

Voix FILM en A 2 >

Plus d'informations Page A 6

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randin, bureau 4, à Québec (Québec) G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.

Envoi de publication - Numéro de convention 40065022. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

DEMAIN
DANS LE SOLEIL

LE CULTE DE LA BEAUTÉ



Miroir, miroir, dis-moi qui est la plus belle... et qui a l'air la plus jeune! Même Blanche Neige doit un jour composer avec le vieillissement de la peau. Pour atténuer les effets du temps, les traitements esthétiques sans chirurgie gagnent en popularité, surtout auprès des Québécoises.

Dans le cahier Arts et vie

RENDEZ-VOUS AVEC NOS CHRONIQUEURS



À ne pas manquer demain dans LE SOLEIL, les chroniques de Michel Vastel, Julie Lemieux et Normand Provencher.

ASIE

Suite de la Une

tés d'alimentation mobile, ainsi qu'un million de capsules de purification d'eau. Les ministres Dosanjh, Pettigrew et Carroll doivent dès aujourd'hui se rendre dans les régions touchées.

L'argent supplémentaire sera remis à des organisations qui fournissent notamment des installations sanitaires, de l'eau potable, des soins de santé, des médicaments ainsi que de la nourriture. Les montants versés jusqu'à présent s'élèvent à 16,5 millions \$.

DRAPEAUX EN BERNE

En guise de solidarité, des mesures ont aussi été annoncées chez nous. Le 8 janvier à Ottawa se déroulera une cérémonie commémorative en mémoire des disparus. D'ici là, les drapeaux canadiens flottant sur les édifices fédéraux seront en berne.

Paul Martin promet de plus d'accélérer les demandes existantes pour des visas provenant des familles canadiennes directement affectées par la

catastrophe. Et afin d'encourager la générosité de la population, le premier ministre a annoncé que les dons faits d'ici au 11 janvier seront déductibles d'impôts pour l'année 2004.

Depuis que les vagues ont semé la mort, le 26 décembre dernier, la population canadienne a fait preuve d'une grande générosité. Les lignes téléphoniques des agences humanitaires ne dérogissent pas et l'aide amassée s'élève maintenant à 36 millions \$, selon le premier ministre.

Ce dernier a tenu à transmettre un message aux familles dans le deuil: «Le Canada est à vos côtés, par seulement pour une semaine ou un mois, mais pour aussi longtemps que vous aurez besoin de nous.»

Le Canada avait aussi annoncé la semaine dernière un moratoire sur la dette des pays d'Asie touchés par les tsunamis, en plus d'avoir fait parvenir deux cargaisons de produits de première nécessité.

FILM

Suite de la Une

— une pression de 1,3 atmosphère — l'équivalent d'une plongée à trois ou quatre mètres sous l'eau. La pression atmosphérique au niveau de la mer s'établit à 1.

Les résultats de la recherche ont donné ceci: les enfants des deux groupes ont démontré une amélioration de 3 % en deux mois. Au cours des trois mois suivant la recherche, sans traitement hyperbare, les mêmes enfants n'ont évolué que de 0,3 %, raconte le Dr Marois. Ce dernier, comme tous les autres chercheurs de cette étude, a été écarté du comité consultatif chargé de se prononcer sur cette étude par le FRSQ et par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

C'est ce comité qui a par la suite décrétoché que, vu que le groupe à 1,3 et le groupe à 1,75 atmosphère ont évolué pareillement, l'oxygénothérapie hyperbare avait démontré qu'elle n'apportait aucun bénéfice aux enfants souffrant de paralysie cérébrale. Le directeur du comité, le Dr Jean-Paul Collet, s'est par la suite chargé de diffuser cette conclusion au Canada et aux États-Unis, notamment.

Il a aussi fait publier dans *The Lancet* les résultats de cette recherche très attendue — c'était la première recherche scientifique balisée par un protocole rigoureux à avoir jamais été faite sur ce sujet —, mais en l'affublant d'un titre qui laissait entendre qu'elle n'avait rien donné. Et en affirmant que le groupe soumis à une pression de 1,3 était un groupe «placebo» (qui n'avait reçu aucun traitement) au lieu d'un groupe témoin. L'équipe éditoriale du *Lancet* a toutefois écrit au Dr Collet pour lui signifier que son article serait publié dans la mesure où lui-même accepterait de remplacer toutes les références au terme «placebo» par «groupe qui a reçu de l'air normal légèrement pressurisé».

L'OXYGÈNE QUI RÉVEILLE

Or, les véritables résultats de la recherche étaient dans cette constatation: les deux groupes ont démontré une amélioration (cognitive, motrice, intellectuelle ou autre) parce qu'il ne suffit que d'un peu d'oxygène assorti d'un peu de pression atmosphérique pour «réveiller» des cellules endormies chez les paralysés cérébraux, affirme le

Une expérience pourrait être tentée avec des avions hors service

Dr Marois. Autrement dit, pas besoin de 100 % d'oxygène et d'autant que 1,75 atmosphère de pression pour obtenir une amélioration chez les enfants atteints de paralysie cérébrale. «Mais, on s'en est rendu compte plus tard», admet-il.

La «fraude» et le manque de financement n'ont en effet pas empêché le Dr Marois et d'autres spécialistes de la médecine hyperbare de continuer d'analyser l'étonnante conclusion de l'étude de 1999. «Si l'étude n'avait pas été falsifiée, elle aurait ouvert sur une infinité de possibilités de recherche» au Québec et en Amérique du Nord, poursuit le médecin qui, depuis quatre ans, a échangé avec des chercheurs et des médecins des États-Unis et de l'Europe, et participé avec eux à nombre de recherches et de colloques sur la base de l'étude financée par le gouvernement québécois en 1999.

Ainsi peut-il affirmer qu'«à peu près toutes les pathologies qui impliquaient une lésion cérébrale ont bien réagi à l'hyperbare. Et on parle de traitements impliquant de l'oxygène tel que nous le respirons quotidiennement, soumis à une pression variant de 1,1 à 1,3 atmosphère, précise-t-il.

Parlant de poursuivre les recherches là-dessus, le Dr Marois évoque une expérience qui pourrait être tentée en se servant d'avions qui ne sont plus en service.

«Les gens qui prennent l'avion voyagent en effet dans un caisson pressurisé, signale-t-il. Si on disposait d'une carlingue désaffectée, on pourrait traiter des dizaines d'enfants à la fois, qui seraient installés confortablement», affirme-t-il le plus sérieusement du monde.

PAS LE GOUVERNEMENT

Le Dr Jean Rochon, qui admet lui-même avoir imposé au FRSQ la recherche sur le traitement hyperbare, en 1999, croit que le groupe de parents et le Dr Marois se seraient trompés de cible s'ils avaient voulu poursuivre le gouvernement. Alors à la tête du tout nouveau ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, M. Rochon précise qu'un «financement ad hoc» avait été consenti pour cette recherche, un financement «qui ne puisait pas dans les fonds du FRSQ», se rappelle-t-il. Et ceci dans le but de «laisser les chercheurs libres de la politique».

«Je suis content qu'on ait sorti la politique de ce débat-là et qu'on ait fait avec une recherche rigoureuse», dit-il au cours d'une entrevue téléphonique au SOLEIL. Parce qu'il avait été déceuté d'en avoir le cœur net sur les prétentions reliées au traitement hyperbare des enfants atteints de paralysie cérébrale, rappelle l'ancien ministre, «le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de la Recherche se sont entendus pour demander au FRSQ de coordonner une recherche vraiment scientifique».

Par contre, M. Rochon s'est montré surpris que les 400 000 \$ qui restaient dans le programme n'aient pas servi à «continuer à chercher quel était l'élément qui pouvait expliquer l'amélioration observée (auprès du groupe d'enfants qui n'avaient été soumis qu'à 1,3 atmosphère de pression). M. Rochon affirme qu'«on a décidé de laisser (dans ce programme) l'argent qui restait et on a décidé de l'allouer au FRSQ pour continuer à chercher».

Le Dr Michel Bureau, qui présidait le FRSQ lorsque cette étude a été faite, réfute pour sa part les accusations portées par le Dr Marois dans Médecine sous influence, mais affirme que le gouvernement Charest n'a pas l'intention de

prendre des recours pour le faire taire. Il reconnaît que le Dr Marois — qui «n'a pas une formation de chercheur», selon lui — et ses collègues ont été écartés du comité d'évaluation parce qu'«on ne peut être juge et partie» dans une telle recherche. Mais, dit-il encore, «ce n'est pas le gouvernement qui fait les recherches; elles sont confiées à des chercheurs indépendants».

Et le Dr Bureau de rappeler que le traitement hyperbare a une douzaine d'applications reconnues par la communauté scientifique mondiale, dont les intoxications à l'oxyde de carbone, les accidents de plongée, la gangrène, les lésions et les nécroses tissulaires, les brûlures sévères... mais pas pour les enfants atteints de paralysie cérébrale.

Pour sa part, le Dr Pierre Marois en rajoute: selon lui, le traitement en chambre hyperbare est sans doute le seul traitement efficace contre la bactérie mangeuse de chair. Au point d'éviter bien des amputations.

Et de raconter qu'en Angleterre, depuis 20 ans, des gens atteints de sclérose en plaques sont traités en hyperbare dans des cliniques privées exploitées par des bénévoles. Chaque traitement coûte 5 \$. Et même si ce n'est pas un traitement cautionné, les médecins traditionnels constatent les résultats de cette «thérapie», affirme encore le médecin montréalais.

PLACES

Suite de la Une

t-il, en montrant les images tournées quelques minutes après le drame.

Hughette Lapointe remercie Dieu que sa fille Dominique s'en soit sortie. Après la première vague, sa fille est descendue constater les dégâts. «Elle a failli y rester. Elle a roulé deux fois dans la vague, avant de s'agripper à une branche, puis se mettre à l'abri derrière un muret de fortune. Heureusement qu'elle est une excellente nageuse», nous explique la dame.

«Nous n'avons pas eu le temps d'avoir peur, nous avons été surpris et il a fallu plusieurs heures pour mesurer la gravité de la situation», dira Bernard, qui a offert quelques entrevues à la télévision taiwanaise, lors du retour au pays, plusieurs fois retardés. C'est d'ailleurs aux aéroports de Phuket et de Taipei (Taiwan) qu'ils ont mesuré la portée de la catastrophe naturelle. «Il y avait des blessés partout, des gens qui avaient de la difficulté à marcher, des figures balafrees, etc.», continue-t-il, lui qui vit à Montréal aujourd'hui.

Au bout de plus de 36 heures, ils sont arrivés à Montréal, hantés par les images d'un pays en ruines. «De si belles choses détruites en si peu de temps», dira avec émotion André Lapointe. Voilà un drame qui a connu une relative fin heureuse, ce qui n'est pas le cas pour des centaines de milliers de gens du monde entier.



Hughette, André et Bernard Lapointe apprécient la chance qu'ils ont d'être encore en vie aujourd'hui.

SOLDES ACTUELS

DES ESSENTIELS MASCULINS AUX TROUVAILLES PURE MODE, VOS FAVOIRS MAINTENANT À PRIX EXCEPTIONNELS !

	LE 31	
	<p>ÉPARGNEZ JUSQU'À 42%</p> <p>COMPLETS RAYURES GRAVÉES</p> <p>Coupe plus cintrée, pantalon sans plis</p> <p>169.⁹⁵</p> <p>RÉG. JUSQU'À 295.00</p>	<p>ÉPARGNEZ 53%</p> <p>CHEMISES CLASSE AFFAIRES</p> <p>Choix de rayures multiples</p> <p>39.⁹⁵</p> <p>RÉG. 85.00</p>
	<p>ÉPARGNEZ JUSQU'À 47%</p> <p>PULLS ITALIENS LAINE MÉRINOS</p> <p>Col montant, polo, roulé ou V</p> <p>49.⁹⁵</p> <p>RÉG. JUSQU'À 95.00</p>	<p>VALEUR EXCEPTIONNELLE</p> <p>GANTS DE SKI</p> <p>Chaud isolation à membrane imperméable</p> <p>6.⁹⁹</p>
	<p>ÉPARGNEZ JUSQU'À 77%</p> <p>CHEMISES À CARREAUX</p> <p>Nos exclusivités, pur coton</p> <p>19.⁹⁹</p> <p>RÉG. JUSQU'À 88.00</p>	<p>ÉPARGNEZ 70%</p> <p>LE FOULARD RAYURES FINES</p> <p>Tricot acrylique</p> <p>5.⁹⁹</p> <p>RÉG. 19.99</p>

TOUS NOS MAGASINS SONT OUVERTS AUX HEURES D'AFFAIRES HABITUELLES

simons

• QUÉBEC PLACE STE FOY GALERIES DE LA CAPITALE VEUR-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE PROMENADES STE-FRANÇOISE • LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHELBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

C'ÉTAIT HIER

1990 — Après s'être caché 10 jours à la nonciature papale, à Panama, le dictateur Manuel Antonio Noriega se rend; il sera jugé en Floride et emprisonné pour trafic de stupéfiants.

1988 — Margaret Thatcher bat un record de mandat continu comme pre-

mière ministre anglaise, soit huit ans et 244 jours à ce poste.

1979 — Proclamation par l'ONU de l'Année internationale de l'enfant.

1973 — L'aviation américaine détruit une base militaire au Nord-Vietnam, à 15 kilomètres de Hanoi.

ACTUALITÉS

RAZ-DE-MARÉE DANS L'OcéAN INDIEN

Course contre la montre

145 000 morts et des millions de sinistrés

■ JAKARTA (AFP) — Une semaine après les raz-de-marée qui ont fait plus de 145 000 morts et dévasté le littoral de l'océan Indien, surtout en Asie du Sud et du Sud-Est, une course contre la montre sans précédent était engagée hier pour secourir des millions de sinistrés et empêcher les épidémies.

Le coordonnateur de l'aide d'urgence de l'ONU Jan Egeland a souligné qu'en Indonésie, il y avait beaucoup de difficultés à distribuer l'aide dans l'île de Sumatra et sa partie nord la plus dévastée, la province d'Aceh, en raison de la destruction des infrastructures de transport.

« Nous pouvons accéder à tous les pays touchés sauf (les régions indonésiennes de) Sumatra et Aceh en ce moment. C'est là que nous sommes en retard », a déclaré M. Egeland à New York. Samedi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait annoncé l'apparition des premières maladies contagieuses dans les régions frappées par les tsunamis du 26 décembre, où l'on compte cinq millions de déplacés, souvent sans abri.

Résultat d'un élan de solidarité exceptionnel, l'aide publique annoncée approche les deux milliards de dollars, « un degré de solidarité internationale jamais atteint », a souligné M. Egeland.

Toutefois, deux grands journaux américains, le *Washington Post* et le *Los Angeles Times*, dénonçaient hier la lenteur avec laquelle Washington a réagi à la catastrophe et appelaient l'administration Bush à profiter de l'occasion pour améliorer son image auprès des musulmans, notamment en Indonésie. Le *Los Angeles Times* a eu des mots très sévères pour le président George W. Bush, qualifiant sa réaction initiale de « désinvolte et pingre ».

Le secrétaire d'État Colin Powell a cependant estimé sur la chaîne de télévision NBC que les États-Unis n'avaient « pas à se sentir gênés », jugeant « appropriée » leur réponse avec une aide décaisée, initialement de 35 millions de dollars et qui a été portée à 350 millions.

La barre des 145 000 morts du cataclysme a été franchie hier après la publication de nouveaux bilans par l'Indonésie, le Sri Lanka, l'Inde et la Thaïlande, l'ONU estimant que les raz-de-marée pourraient avoir fait 150 000 morts.

Le secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, participera jeudi à Jakarta à un sommet sur les conséquences de la catastrophe. La reconstruction pour-

rait prendre 10 ans et coûter « des milliards de dollars », a-t-il averti.

Les Nations unies, comme l'ensemble des organisations internationales, sont confrontées depuis une semaine à une opération de secours d'une ampleur et d'une complexité sans précédent, à destination d'une dizaine de pays.

PONT AÉRIEN

Un gigantesque pont aérien a commencé à desservir le nord de Sumatra, où 94 000 morts et près de 3600 disparus ont été confirmés, mais où les autorités redoutent un bilan de 100 000 morts.

Selon l'ONU, plus d'un million de personnes à Sumatra, de même que 700 000 autres au Sri Lanka, vont dépendre pendant des mois de l'aide extérieure pour être nourries. Le gouvernement indonésien estime que

200 000 survivants sont sans abri.

Mais une semaine après la catastrophe, l'aide commence à peine à atteindre les populations, et l'arrivée des secours se heurte à d'énormes difficultés logistiques: petits aéroports congestionnés où tentent de se poser des avions-cargos venus du monde entier, retards d'acheminement dus à la pénurie d'essence et de véhicules, ponts et routes détruits qui rendent impossible la circulation dans les régions dévastées.

Des régions entières sur la côte nord-ouest de Sumatra resteront inaccessibles par la route pendant au moins trois semaines. Les survivants sont totalement démunis dans la ville de Meulaboh, selon la Fédération internationale de la Croix-Rouge. « Nous devons transformer de petites pistes d'atterrissage endommagées en aéroports qui seront parmi les plus animés du monde », a expliqué M. Egeland.

Outre de nombreux hélicoptères, les secouristes auront besoin de plusieurs centaines de camions et d'unités de

traitement de l'eau, de générateurs et d'avions de transport, a-t-il précisé.

Hier, des hélicoptères américains ont commencé à évacuer des sinistrés de la côte nord-ouest de Sumatra, faisant des rotations depuis le porte-avions *Abraham Lincoln* croisant au large de l'île. La France va dépêcher son porte-hélicoptères *Jeanne d'Arc* et la Grande-Bretagne s'est déclarée prête à impliquer son armée dans les opérations d'aide humanitaire.

Au moins 50 organisations médicales internationales étaient à pied d'œuvre dans le nord de Sumatra hier.

Au Sri Lanka, qui compte officiellement 29 729 morts et 5240 disparus, l'aide internationale arrive elle aussi à un rythme bien inférieur aux besoins et les autorités s'inquiètent de la situation sanitaire des sinistrés.

Dans la partie septentrionale du pays, on attendait hier le feu vert des rebelles tamouls qui contrôlent la zone pour y déployer un dispositif d'aide. « Des hélicoptères russes, indiens et sri-lankais

attendent de pouvoir fournir une assistance aux zones touchées du nord », selon la présidence sri-lankaise.

ÉPIDÉMIES

Les autorités craignent la propagation d'épidémies dans l'est de l'île, la partie la plus affectée par les tsunamis, faute de conditions sanitaires adéquates. « La propagation de maladies liées à l'eau est une grande inquiétude », a déclaré un porte-parole du gouvernement, Tara de Mel.

Dans le sud de l'île, un premier détachement de 200 marines américains, sur un contingent de 1500 attendu, devait arriver hier soir en provenance de la base d'Okinawa au Japon. Ces soldats auront pour tâche de mettre en place la logistique permettant à l'aide américaine d'arriver.

La Thaïlande faisait état hier d'un bilan de 4953 morts, dont 2461 étrangers, et de 3810 disparus. Quelque 20 000 personnes ont été mobilisées pour les opérations de déblaiement et de reconstruction, qui se concentrent sur Phang Nga et Phuket, deux lieux du tourisme.

Le ministère de la Santé craint l'apparition de maladies respiratoires infectieuses, du paludisme, du choléra ou de la typhoïde parmi les rescapés et les populations de la province de Phang Nga. À Phuket, particulièrement sur la plage très touristique de Patong, on s'activait à déblayer les gravats et redonner un semblant de normalité au site.

En Inde, où le bilan de la catastrophe a atteint hier 14 962 morts, dont 5421 disparus présumés morts, les secours semblaient insuffisants, voire chaotiques. Des responsables sur le terrain ont dénoncé leur répartition inégale et leur caractère inapproprié. « Beaucoup d'organisations humanitaires viennent ici avec des vêtements et d'autres produits qui ne sont pas nécessaires », a déclaré à l'AFP un responsable de l'Unicef dans l'État du Tamil Nadu (sud-est), particulièrement touché par la catastrophe avec 7793 morts.

Les autorités des archipels indiens des Andaman et de Nicobar, à quelque 1000 km à l'est de l'Inde continentale, ont annoncé manquer cruellement d'équipes médicales. Un tiers seulement des moyens de secours destinés à ces îles a été livré, selon un site internet gouvernemental. « Des centaines voire des milliers de personnes doivent être hospitalisées car elles sont gravement blessées, mais il n'y a pas d'assistance », a souligné un entrepreneur privé.



De jeunes Thaïlandaises s'amusent à faire la cuisine parmi les débris.

Sur le terrain l'aide s'organise lentement

DAPHNÉE DION-VIENS
DDViens@lesoleil.com

Les millions de dollars accordés par la communauté internationale s'accumulent, les organisations humanitaires encaissent les dons, mais sur le terrain en Asie, les besoins à combler restent immenses. Les travailleurs humanitaires doivent composer avec des défis qui se multiplient au quotidien. Témoignages.

« La coordination entre les organisations est difficile, le travail est très désorganisé », lance au bout du fil Crandall, directeur des opérations en Indonésie pour CARE Canada. Avec une pointe d'exaspération dans la voix, il raconte les journées qui n'en finissent plus, le travail qui avance à pas de tortue, l'ampleur de la tâche à accomplir. Et la détresse des gens qui ont tout perdu.

En Indonésie, pays le plus ravagé par les vagues meurtrières, l'enterrement des cadavres prendra au moins quatre mois, prévoit M. Crandall. « Il y a des corps partout. L'eau est contaminée. Nous avons besoin de nourriture. Des centaines de rescapés sont tou-

jours isolés. » Certains villages ont été détruits à 90 %, rappelle-t-il.

« Le plus difficile est de penser que des gens qui ont survécu risquent maintenant de mourir de faim, déplore-t-il. Parmi les milliers de rescapés, seulement une faible proportion a réussi à trouver refuge dans un camp. « Sur les 175 camps mis en place, seulement 16 contiennent plus de 2000 personnes », indique M. Crandall. Il espère que les réunions de coordination prévues au cours des prochains jours permettront d'agir efficacement plus rapidement.

Quand on l'interroge sur la réponse des autorités locales, le travailleur humanitaire pousse un soupir en indiquant que l'aide est minime dans la région, puisque le gouvernement de la province de Aceh a lui-même été touché. « Sur les 2000 policiers de Banda Aceh (la capitale de Aceh), 1500 ont été tués » dit-il, ne prenant pas la peine d'en ajouter davantage.

À des milliers de kilomètres de là, dans le nord du Sri Lanka, la voix de Catherine Godin se fait plus vivante. Montréalaise d'origine, elle travaille pour la Croix-Rouge à Vavuniya, au nord du Sri Lanka. Depuis son quartier général, el-



Une femme sri-lankaise cherche ses proches parmi les photographies des morts.

le gère l'aide à acheminer sur les côtes. Bien que les vagues ne se soient pas rendues jusque là, la tragédie se lit sur les visages autour d'elle.

« Dans notre équipe, plusieurs personnes ont été touchées. Il y a beau-

coup de tristesse, mais aussi beaucoup de solidarité. Ici, la structure sociale est forte et la notion de famille, très élargie. »

Si plusieurs rescapés ont été hébergés dans l'un des 1500 camps, elle

souligne que la meilleure solution reste pour eux de se trouver une place chez des amis ou des membres de la famille, capables de leur venir en aide. « La solidarité est partout » lance Catherine.

La situation serait moins dramatique en Thaïlande que dans les autres pays de la région, selon la porte-parole de l'Unicef basée à Bangkok. Par téléphone, Shanta Bloemen raconte : « Les autorités thaïlandaises font un travail remarquable. Les secours s'organisent, les rescapés sont pris en charge. Des services de support psychologique sont aussi mis en place. »

Reste aussi à identifier plusieurs corps et à poursuivre les recherches. Mais en Thaïlande, du moins, on ne craint pas trop les épidémies. « Le taux de vaccination est bon comparé aux autres pays touchés, les risques d'épidémie sont donc moins grands, affirme M^{me} Bloemen.

Elle ajoute cependant qu'il reste encore beaucoup à faire, surtout pour les autres pays dévastés de la région : « Ça prendra plusieurs années avant que ces régions se remettent sur pied, le travail ne fait que commencer. »

À tous nos clients
Bonne année
et **Merci!**

Fermé le 3 janvier

Cobalt 2005

 Marc Tanguay dir. général des ventes	 Serge Bouchard directeur du parc	 Luc Pelletier dir. adjoint	 Réjean Dumont dir. des ventes (usage)	 Marie-France Tremblay dir. location	 Jacques Racette dir. commercial	 Patrick Bilas dir. commercial	 Pierre Janssi conseiller classe affaires	 Marcel Héberge conseiller	 Mario Moffet conseiller
 Gaétan Francoeur conseiller	 Jacques Lévesque conseiller	 Yves Thomassin conseiller	 Mario Cloutier conseiller	 Eric Lebreux conseiller	 Jean-François Bulté conseiller	 Richard Thivierge conseiller			

MARLIN CHEVROLET-OLDSMOBILE Inc.
2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec) 688-1212

RAZ-DE-MARÉE DANS L'Océan Indien

Les épidémies guettent les camps de réfugiés

NICOLAS BÉRUBÉ
La Presse

KURUKKALMADAN, Sri Lanka — L'homme au pied blessé tend la jambe et serre les dents. L'infirmier applique une ouate imbibée de produit désinfectant. Un bandage est enroulé, puis vient la petite tache dans le dos. L'homme se lève, marche un peu et se laisse choir sur les pupitres qui l'entourent, tel un boxeur sonné qui sort du ring.

Il est 11 h et des centaines de personnes attendent au soleil devant l'école du village de Kurukkalmadan, camp de réfugiés situé dans une région pauvre de la côte est du Sri Lanka.

Un peu plus tôt, une fourgonnette de la Croix-Rouge a fait une arrivée remarquée: six jours après le raz-de-marée, c'est la première fois qu'une équipe médicale visite ce camp où s'entassent 2527 personnes.

À peine arrivés sur place, les médecins constatent des cas d'oreillons et de gale, maladie de peau facilement transmissible. Plusieurs réfugiés ont des lésions infectées aux pieds, survenues alors qu'ils luttèrent pour éviter d'être emportés par la mer. Des enfants commencent à souffrir de diarrhée, mal qui menace de se répandre rapidement dans le camp: les sources d'eau potable ont été contaminées lors de la rupture des fosses septiques durant le désastre.

«Je crois que les prochaines semaines seront difficiles», explique la D^{re} Vivekanadan, une bénévole pour la Croix-Rouge. Les gens sont blessés, ils ne peuvent pas se laver et ils ont peu de vêtements. Les conditions sanitaires vont aller en se détériorant, c'est certain.»

CONDITIONS EXÉCRABLES

Les conditions dans lesquelles vivent les réfugiés sont loin d'être idéales. Trois ou quatre familles s'entassent dans chaque classe de l'école. Entre les enfants qui courent et la nourriture qui cuit, les mères tentent de rapiécer les vêtements et de garder un semblant d'ordre dans les affaires de la famille.

Les hommes sont dans la cour. Ils attendent patiemment qu'un crieur appelle leur numéro. Quand vient leur tour, ils se lèvent et vont chercher leur ration de riz et de lait en poudre. L'opération se déroule en plein soleil et prend des heures.

Autre problème: les toilettes. L'école n'en compte que six. En attendant l'arrivée de toilettes chimiques, les réfugiés vont faire leurs besoins dans un champ, derrière le bâtiment principal.

«Nous avons essayé de creuser des trous, mais comme le sol est gorgé d'eau, les trous se remplissent instantanément», explique le responsable du camp, M. Kaneasamorthy.

Pour M. Aloysius qui, comme beaucoup de Sri-Lankais, ne s'identifie que par un seul nom, la vie en camp de réfugiés est pénible. «Ma maison a été détruite, alors je ne peux pas rentrer chez moi, dit-il. Je n'ai plus d'argent, j'ai tout perdu. Je dois rester ici en attendant que l'on reconstruise le village.»

Daniel Garnier, l'un des responsables de la Croix-Rouge suisse au Sri Lanka, a indiqué que les principaux manques dans les camps de réfugiés sont d'ordre sanitaire. Ces pénuries pourraient déboucher sur des épidémies.

«Des milliers de gens sont logés dans des écoles ou des mosquées qui n'ont que quatre ou cinq toilettes», dit-il. On peut facilement imaginer que les épidémies sont inévitables. Nous avons commandé des toilettes chimiques et nous cherchons des gens qui ont l'expertise nécessaire pour creuser des toilettes sèches de façon efficace.»

COMMERCES FERMÉS

Étonnamment, l'une des récriminations les plus courantes des organisations d'aide humanitaire n'est pas le manque de matériel, mais le fait que plusieurs commerces locaux sont toujours fermés plus d'une semaine après le raz-de-marée.

Une situation que déplore la D^{re} Vivekanadan, rattachée à la Croix-Rouge. «Le gouvernement devrait obliger les commerces à ouvrir», explique-t-elle. Nous avons les fonds nécessaires pour acheter des vivres et du matériel médical, mais il est très difficile de trouver des boutiques ouvertes. Ça ralentit tout le monde.»

Comme des centaines de médecins et d'infirmières, la D^{re} Vivekanadan a mis fin à ses vacances de Noël pour aller visiter les régions sinistrées. Vendredi dernier, accompagnée d'une équipe d'une dizaine de bénévoles, elle a traversé le pays dans une ambulance de la Croix-Rouge, un voyage de 14 heures sur des routes bondées et cahoteuses.

Le lendemain matin, toute l'équipe était à pied d'œuvre, soignant des centaines de patients, distribuant du matériel de premiers soins et apportant du réconfort aux réfugiés.



Les ordures et les débris s'entassent à Banda Aceh.

Le deuil tranquille

KARIM BENESSAIEH
La Presse

■ «Vous allez à Banda Aceh (prononcer «Atché») ? Vous savez, j'ai 12 membres de ma famille qui sont morts là-bas...»

L'inconnu qui s'est assis près de moi pour déjeuner, et qui se présentera ensuite sous le nom de Zulkarnaen, sourit tout de même à pleine bouche. «Moi, je suis parti il y a 15 ans. Je n'y retournerai jamais.» En arrière-plan, la télévision joue dans un air enfumé un triste vidéoclip de la télévision locale, sur lequel alternent des scènes de désolation et des prises de vue d'un chanteur grassouillet aux cheveux gominés.

À Medan, ville la plus importante de l'île de Sumatra, qui fait partie de l'Indonésie, pas moyen d'échapper au sujet. C'est que nous sommes à moins de 700 kilomètres de Banda Aceh, ville côtière tout au nord de l'île, qui a été frappée de plein fouet par les tsunamis. Le choc n'a pas atteint Medan, enfin pas directement. L'effet le plus tangible, ici, c'est que des centaines d'étrangers se baladent caméra au cou ou carnet de notes à la main, sous un chaud soleil ou une pluie gluante à 30° Celsius. Les hôtels sont remplis à craquer, pas seulement de journalistes. «Tous les riches d'Aceh ont débarqué ici. Quand vous avez de l'argent, les catastrophes sont beaucoup plus douces», note, sarcastique, Chavril, chauffeur de taxi qui s'est improvisé guide pour la modeste somme de 40 \$US. Philosophe, il se dit heureux de pouvoir pratiquer son anglais avec tous ces étrangers, une langue qu'il maîtrise fort honnêtement, d'ailleurs.

Les prix, en conséquence, ont triplé, voire quadruplé pour des produits vitaux pour les étrangers, comme les bouteilles d'eau ou les cellulaires. Ils restent tout de même incroyablement bas pour un Nord-Américain: la chambre d'hôtel *executive* est offerte, quand elle est libre, à 220 000 roupies (22 \$US) la nuit. Un repas de fort bonne qualité dans un restaurant à la page ne coûtera guère plus de 10 \$. On a de la difficulté à croire que, à quelques centaines de ki-

lomètres à peine, un des pires drames de ce siècle est en train de se dérouler. À part les images en boucle à la télévision, les petites boîtes en plastique transparent recueillant les dons dans tous les commerces et l'annulation des fêtes du Nouvel An, on peut vivre à Medan en occultant la catastrophe.

Chavril, le chauffeur de taxi, a sa petite théorie sur la chose: «Nous autres Indonésiens sommes un peuple complètement indiscipliné. Quand il arrive un accident ou une catastrophe, nous y voyons le résultat de notre indisciplinisme, et nous l'acceptons.» Ce disant, il klaxonne furieusement pour écarter une des innombrables mobylettes-taxis qui se promènent dans l'anarchie entre les voitures. Un miracle que des accrochages n'aient pas lieu aux 10 secondes.

Banda Aceh, c'est loin, pas de doute. De 13 à 15 heures par la route, si un des ponts endommagés ne s'est pas écroulé entre-temps. Les décollages de l'aéroport de Medan sont soigneusement sélectionnés et réservés en grande partie aux avions militaires anglais et américains. «La ville est complètement coupée de tout, on ne sait pas comment y accéder, ni par la route ni par avion», dit Ian Woolverton, responsable local de la Croix-Rouge. C'est un défi quotidien de trouver comment acheminer nos gens là-bas, et les nouvelles sont difficiles à obtenir.»

Le principal défi est d'arriver à se placer dans un des avions commerciaux, archibondés, qui ont commencé à desservir Banda Aceh depuis samedi. «Beaucoup d'avions ont dû faire demi-tour, on ne vous remboursera pas», prévient en plus Tatty, l'employée au comptoir de Garuda Indonesia. Il n'y a aucun billet avant au moins mercredi, finit-on par apprendre après une (autre) interminable panne d'électricité. Dans un café de l'aéroport, des travailleurs humanitaires français bouclent fébrilement leurs bagages: eux viennent d'obtenir la confirmation de leur départ dès lundi matin (dimanche soir, heure du Québec).

«Vous êtes journaliste du Canada? J'ai de la famille à Québec», lance l'un d'eux de la table voisine. Dans le tourbillon du départ, après quelques négociations, on arrivera finalement à m'intégrer au groupe pour un vol vers Banda Aceh. Incognito, parce que ce n'est pas prévu dans les règlements. Nous devrions maintenant être arrivés à Banda Aceh.

Des centaines d'étrangers se baladent caméra au cou

Quelque 400 touristes tués

Le bilan officiel fait état de cinq victimes canadiennes

(AFP et PC) — Le nombre des décès confirmés de touristes étrangers et d'expatriés dans les tsunamis en Asie était cette nuit à 1 h GMT proche de 400, et plus de 10 000 étaient portés disparus ou n'avaient pas donné de nouvelles, selon les données fournies par leurs gouvernements.

Le nombre des décès confirmés, qui était de 377, devrait continuer à augmenter à mesure que les décès d'autres touristes et expatriés seront confirmés par les gouvernements dont ils étaient ressortissants. Le ministère thaïlandais de l'Intérieur a annoncé hier que sur les 4993 morts recensés en Thaïlande, 2461 étaient des étrangers.

Plusieurs pays, comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, n'ont pas donné de chiffre précis de leurs ressortissants disparus ou dont ils sont sans nouvelles, mais ont indiqué qu'il s'agissait de plusieurs centaines de personnes.

Le nombre de Canadiens qui ont péri serait beaucoup plus élevé que ce que révèlent les chiffres officiels communiqués par Ottawa.

Le bilan officiel fait présentement état de cinq victimes canadiennes:



Le premier ministre de la Thaïlande, Thaksin Shinawatra, s'entretient avec un touriste suisse qui a décidé, malgré les tsunamis, de profiter de la plage du pays comme il le fait depuis 20 ans.

Mais 150 autres Canadiens sont toujours portés disparus, près d'une semaine après le séisme dévastateur de dimanche dernier.

EN BREF

Un tsunami géant «probable» dans l'Atlantique d'ici 10 000 ans

■ LONDRES — Un tsunami géant «probable» d'ici 10 000 ans dans l'Atlantique enverra des vagues de 10 à 100 mètres autour de l'océan, selon une étude citée hier par le conseiller scientifique du gouvernement britannique, David King. Selon cette étude, mise en avant par S^r David King dans *l'Independent on Sunday*, ce tsunami, qui serait provoqué par le glissement de tout un pan du Cumbre Vieja, un volcan dans l'archipel des Canaries, frapperait l'ensemble des côtes de l'Atlantique et des vagues de 50 à 100 m de haut atteindraient notamment le nord-ouest de l'Afrique. Toujours selon cette étude, signée par deux géophysiciens de renom, l'Américain Steven Ward, de l'Université de Santa Cruz (Californie), et le Britannique Simon Day, de University College, à Londres, des vagues de 15 à 20 mètres frapperaient les côtes sud-américaines et l'Espagne et la Grande-Bretagne seraient touchées par des vagues d'une dizaine de mètres. AFP

Des enfants violés

■ COLOMBO, Sri Lanka — Dans le chaos causé par le séisme et le tsunami du 26 décembre dans l'océan Indien, les enfants et jeunes sont particulièrement vulnérables. Le signalement de plusieurs cas d'abus sexuels allant jusqu'au viol a entraîné l'ouverture d'une enquête dans les camps de réfugiés bondés du Sri Lanka. Une adolescente de 17 ans, orpheline et sans-abri, affirme ainsi avoir été violée par six hommes quelques heures après le raz-de-marée dans le secteur de Galle, sur la côte sud, la région la plus touchée du pays. Elle ne se trouvait pas dans un camp de réfugiés au moment des faits, selon Harendra de Silva, chef de l'Autorité nationale de protection de l'enfance. Selon les experts, les abus sexuels sur des jeunes ne sont pas rares dans ce contexte. «Quand il y a déplacement et chaos, la possibilité de ce type de comportement est plus élevée», explique M. De Silva. «Ce sont des enfants vulnérables. Des opportunistes profitent de ces enfants sans parents dans des camps.» AP

Pénurie de médecins

■ NEW DELHI — Les secours en Inde ont semblé insuffisants hier, une semaine après la catastrophe des tsunamis, des responsables de terrain dénonçant leur répartition inégale et les autorités des archipels des Andaman annonçant manquer cruellement d'équipes médicales. «Beaucoup de petites organisations humanitaires viennent ici avec des vêtements et d'autres produits qui ne sont pas nécessaires», a déclaré à l'AFP un responsable de la communication de l'Unicef (Fond des Nations unies pour l'enfance) dans l'État du Tamil Nadu (sud-est), Geentanjali Master. Dans certains endroits pourtant, des piles de vêtements s'entassent et des vivres restent inutilisés, tandis que dans d'autres les gens attendent des heures pour un maigre repas, ont constaté des correspondants de l'AFP. AFP

Pas d'alerte pour ne pas nuire au tourisme

■ Les météorologues thaïlandais n'ont pas émis d'alerte au tsunami pour éviter de nuire à l'industrie touristique, affirme un quotidien de Bangkok. Ces allégations, publiées dans le journal anglophone *The Nation*, causent une controverse en Thaïlande. La question est d'autant plus épineuse que le météorologue qui a été chargé de mettre sur pied un système de détection des tsunamis, Smith Thamsaraj, ne fait pas l'unanimité: en 1998, peu après un tsunami en Nouvelle-Guinée, M. Smith avait lancé une fausse alerte qui avait forcé l'évacuation d'une station balnéaire. L'évacuation inutile avait été fortement critiquée dans la presse nationale. En fait, cela fait plus de 10 ans que M. Smith crie au loup: en 1993, alors qu'il était directeur du service météorologique thaïlandais, il avait affirmé que le risque de tsunami en Thaïlande était bien réel, même s'il n'y en avait pas eu depuis au moins 300 ans. La semaine dernière, M. Smith a multiplié les entrevues dans les médias, prenant sa revanche sur les sceptiques qui le ridiculisaient depuis 1993, selon *The Nation*. La Presse

RAZ-DE-MARÉE DANS L'Océan Indien

Martin se défend de ne pas être rentré plus tôt

DAPHNÉE DION-VIENS
DDViens@lesoleil.com

■ Accusé de ne pas être rentré au Canada assez rapidement pour gérer la réponse canadienne à la crise humanitaire en Asie, Paul Martin a rejeté ces accusations du revers de la main hier, lors d'un point de presse. « J'ai été capable d'accomplir tout ce que j'ai eu à accomplir », a-t-il déclaré.

Il a raconté comment, à partir d'un bureau improvisé au Maroc, il a coordonné l'aide canadienne, s'entretenant par téléphone avec son équipe à Ottawa et avec les dirigeants internationaux.

« J'ai eu un bureau organisé dès que cet événement a eu lieu, a-t-il indiqué. (...) Nous avions tout ce que nous avions besoin pour faire notre travail là-bas. »

Il rappelle que l'ampleur de la catastrophe n'a pas été évidente dès le début : « Dès que l'horreur est devenue (apparente), en quelques jours, nous avons annoncé un montant très substantiel de 40 millions \$ ». Lors de la même rencontre hier, Paul Martin a déclaré que l'aide canadienne passait maintenant à 80 millions \$.

Les conservateurs, de leur côté, ne se sont pas gênés pour critiquer le premier ministre : « Beaucoup de mes électeurs me disent : "Où est le premier ministre ?", a lancé le député albertain Ted Menzies, porte-parole du Parti conservateur en matière de coopération internationale. Où est le leadership ? Est-ce que le premier ministre n'aurait pas pu trouver

une liaison satellite pour offrir des condoléances de façon visuelle aux milliers de Canadiens qui ont perdu des proches dans le désastre ? » Le chef conservateur Stephen Harper, quant à lui, n'était pas disponible pour commenter hier.

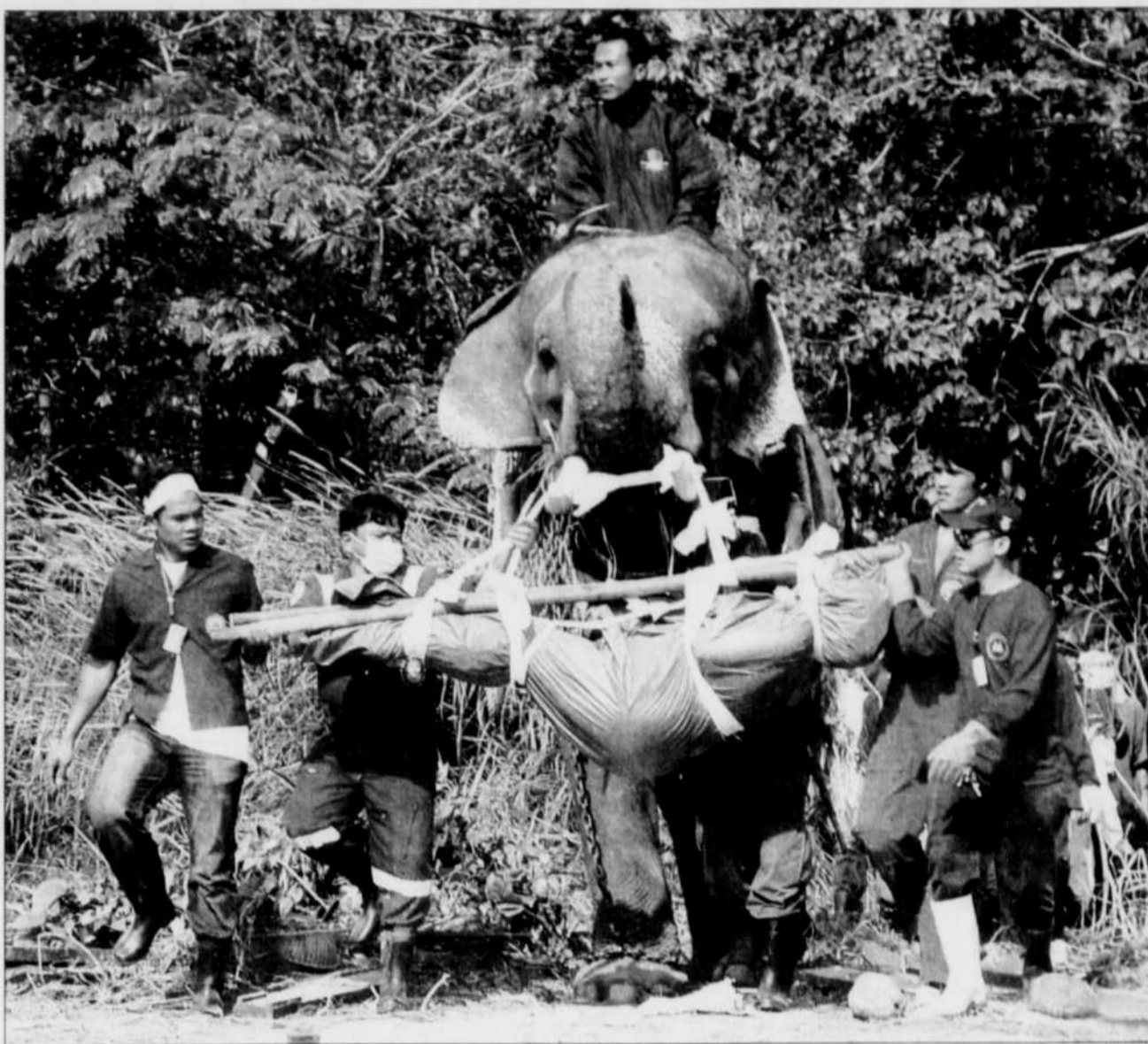
Plus de 150 Canadiens manquent toujours à l'appel, alors que cinq décès ont été confirmés.

Quant à ceux qui accusent le gouvernement de s'être carrément trainé les pieds depuis la semaine dernière, M. Martin répond que le Canada est l'un des principaux pays donateurs lorsqu'on compare les montants accordés *per capita*.

Il explique le délai d'intervention sur le terrain par des problèmes logistiques. « Le premier avion envoyé au Sri Lanka n'a pas été capable d'atterrir », a-t-il déploré.

Paul Martin est revenu deux jours plus tôt que prévu à Ottawa où il a annoncé hier un plan d'intervention pour venir en aide aux populations touchées par les tsunamis meurtriers qui ont fait plus de 140 000 victimes.

Avec la Presse canadienne



Un éléphant transporte le cadavre d'une victime du tsunami dans la région de Tukuapa, à 130 kilomètres au nord de la station balnéaire de Phuket, en Thaïlande. Les éléphants sont utilisés comme moyen de transport sur l'île par les équipes de secours afin de dégager les nombreux corps.

L'équipe canadienne d'intervention rarement utilisée

OTTAWA (PC) — Le nom de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART, selon son acronyme anglais, c'est-à-dire fléchette), composée de représentants des Forces canadiennes, du ministère des Affaires étrangères et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), évoque l'idée d'un groupe très mobile, pouvant se rendre dans une zone sinistrée pour affronter n'importe quelle catastrophe.

Mais cette équipe, que l'armée présente comme une unité d'intervention rapide capable d'assurer une aide humanitaire, n'a que rarement été mise à contribution depuis sa création, il y a près de 10 ans. Et des détracteurs soutiennent qu'elle n'est pas particulièrement efficace.

Mise sur pied en 1996 au moment du scandale de la Somalie, la base de l'équipe est constituée d'un quartier général de 45 membres basés à Kingston, en Ontario. Son contingent complet de 200 infirmiers, membres du génie et d'un peloton spécialisé en logistique, est éparpillé à travers tout le pays.

Sa dernière mission — sa deuxième — remonte à 1999, dans la foulée d'un violent tremblement de terre en Turquie. Sa première mission avait eu lieu au Honduras, frappé par l'ouragan Mitch qui avait fait de nombreuses victimes, un an plus tôt.

Avec son maigre budget annuel d'un demi-million de dollars, l'Équipe d'intervention dispose de moins d'argent que n'importe quelle autre unité militaire canadienne, et un expert militaire la décrit même comme un « tigre de papier ».

L'équipe devait recevoir son ordre officiel de départ pour le Sri Lanka au-

jourd'hui. Mais la semaine dernière, trois jours après les tsunamis meurtriers ayant frappé plusieurs pays du Sud et du Sud-Est asiatiques, des représentants du ministère de la Défense affirmaient que ce n'était pas l'outil approprié pour apporter de l'aide aux victimes. Invités à dire pourquoi, ils avaient répondu que l'équipe était trop lourde et ne pouvait être déployée avec rapidité.

Les Canadiens pensent qu'ils (les membres de DART) sont prêts à partir sur-le-champ, mais les membres de l'équipe ne s'entraînent même pas ensemble sur une base régulière, souligne Scott Taylor, du magazine *Esprit de corps*.

« C'est une équipe nationale. Ils n'attendent pas dans une caserne à la base militaire de Trenton, en Ontario. Ils sont déployés dans tout le pays auprès d'autres unités, et ils ont comme tâche secondaire de faire partie de DART. »

QUESTION DE COÛT

Formée pour l'essentiel d'un hôpital de campagne et d'une unité de purification de l'eau, l'équipe n'est habituellement pas déployée dans les 72 premières heures d'une crise.

Le DART n'a pas été envoyé à Haïti après le passage destructeur de l'ouragan Jeanne, l'automne dernier. Le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, avait alors admis qu'une question de coût était en jeu.

La mission de DART en Turquie a coûté 15 millions \$. « C'est très cher, déclarait le ministre Pettigrew le 26 septembre. C'est bien beau de dire « envoyez DART », mais cela représente plusieurs millions de dollars. »

EN BREF

Une réplique secoue les îles de Nicobar

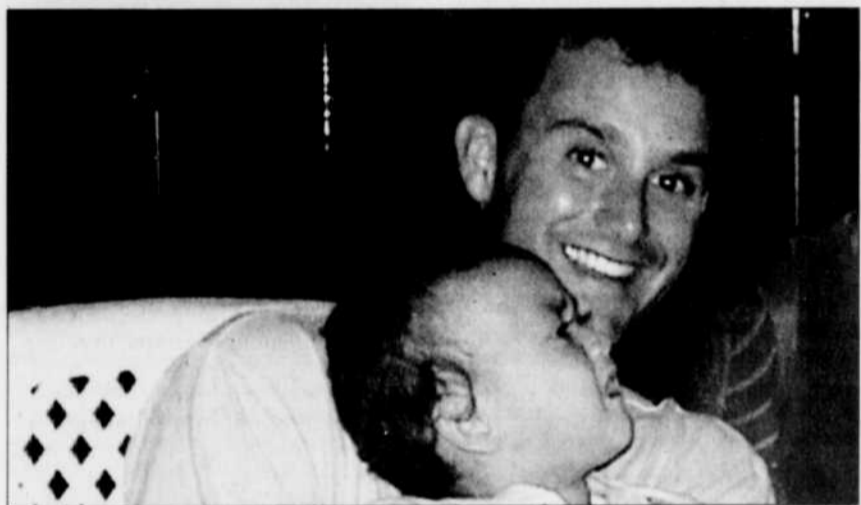
■ HONG-KONG — Une réplique d'une magnitude de 6,2 du séisme qui a déclenché les raz-de-marée en Asie a frappé les îles indiennes de Nicobar, a annoncé l'Observatoire sismologique de Hong-Kong. La secousse a été enregistrée à 23 h 41 hier. Elle était centrée à environ 300 km à l'ouest-nord-ouest de Banda Aceh, la capitale de la province indonésienne d'Aceh dévastée par les tsunamis de dimanche dernier. Depuis une semaine, des dizaines de répliques ont été signalées au large des îles de Nicobar et celles, voisines, d'Andaman. AP

Reconstruction de 10 ans, selon l'ONU

■ WASHINGTON — La reconstruction des pays ravagés par les tsunamis la semaine dernière pourrait prendre jusqu'à 10 ans et coûter plusieurs milliards de dollars, a estimé le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. Les raz-de-marée qui ont frappé le 26 décembre 12 pays d'Asie du Sud et du Sud-Est et d'Afrique ont provoqué « la plus grande catastrophe que nous ayons eu à gérer », a dit M. Annan dans un entretien exclusif à la chaîne de télévision américaine ABC. « Les dégâts sont énormes », « il y a beaucoup à faire » pour « reconstruire » après « la phase d'urgence », a dit M. Annan. AFP

L'Indonésie aura un système d'alerte

■ DJAKARTA, Indonésie — Le président indonésien a annoncé aujourd'hui que son pays et ses voisins allaient créer un système d'alerte aux raz-de-marée. « L'Indonésie et ses pays voisins vont mettre en place un système d'alerte pour éviter les catastrophes naturelles, telles que les séismes et les raz-de-marée », a déclaré Susilo Bambang Yudhoyono. « Il s'agira en quelque sorte d'une mesure préventive ». AP



Tyler Leinweber, un homme de 29 ans originaire de Kelowna, en Colombie-Britannique, tente de revenir au Canada, mais la paperasserie l'empêche de le faire.

La bureaucratie canadienne critiquée

VANCOUVER (PC) — Malgré les promesses d'Ottawa, la paperasse et le chaos empêchent plusieurs Canadiens et leurs proches vivant dans les pays asiatiques touchés par le désastre naturel de la semaine dernière de revenir rapidement au pays.

Tyler Leinweber, un homme de 29 ans originaire de Kelowna, en Colombie-Britannique, est un de ceux-là. Il est installé depuis sept ans en Thaïlande où il a ouvert une boutique de plongée.

Il a tout perdu lorsque le tsunami du 26 décembre a tout détruit à Krabi, où il avait pigmon sur rue. Maintenant, il tente de revenir au Canada avec sa femme thaïlandaise et leur fils de 14 mois.

« Il n'y a plus rien pour nous ici, a-t-il dit samedi au cours d'une entrevue téléphonique. La boutique de plongée est partie, nos amis sont portés disparus, Phuket est partie, Krabi est partie, l'île de Phi Phi est partie, tout ce que nous aimions est parti. »

M. Leinweber soutient qu'avec toute la confusion qui règne depuis le désastre, il ne peut obtenir de visas pour sa femme et son bébé et affirme que le ministère des Affaires étrangères ne fait pas beaucoup pour aider.

« Vous appelez (les autorités canadiennes) à Phuket, elles vous disent d'appeler Ottawa, mais elles ne vous disent rien. C'est extrêmement mauvais », a déploré M. Leinweber, qui a peur que la détérioration des conditions sanitaires et la propagation de maladies n'affectent sa famille.

Immigration Canada a promis de répondre rapidement aux demandes des victimes qui ont des parents au Canada.

« C'est une situation de cas par cas, a affirmé une porte-parole, Maria Iadindari. Notre priorité est de réunir les membres des familles immédiates. Leurs dossiers seront traités aussitôt que possible. »

DEMAIN

DANS LE SOLEIL

Le Bloc Québécois, 15 ans plus tard



Cahier
Actualités

Il y aura bientôt 15 ans... Juin 1990, c'est l'échec de l'Accord du Lac Meech, et la naissance du Bloc Québécois, « un parti qui a l'intention de mourir jeune » avait déclaré Lucien Bouchard. Mais les dernières élections et des changements au financement des partis politiques sous Jean Chrétien, en ont fait une machine politique redoutable qui compte pas moins de 350 personnes à Ottawa, sur le bras du gouvernement fédéral. Un reportage signé Raymond Giroux.

TRAITEMENT HYPERBARE ET PARALYSIE CÉRÉBRALE

« Les parents payent parce qu'ils ne peuvent plus attendre »

Le Dr Pierre Marois dénonce le sous-financement public des traitements hyperbares

ANDRÉE ROY
ARoy@lesoleil.com

■ Soyez conséquents et investissez dans ce qui pourrait permettre à 2000 enfants, chaque année, d'améliorer une vie handicapée par des lésions cérébrales, de la dystrophie, de la trisomie ou des troubles de comportement, lance à la société québécoise et aux gouvernements le Dr Pierre Marois, médecin psychiatre au Centre de réadaptation Marie-Enfant de l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Opérer un enfant atteint de paralysie cérébrale pour lui installer une pompe à médicaments dans l'abdomen coûte de 15 000 \$ à 20 000 \$ à l'État. Chaque injection de Botox qu'on lui fera, trois ou quatre fois par année, dans les muscles pour l'aider à marcher ou à saisir des objets coûte 1500 \$ aux parents, remboursés par l'assurance-médicaments. Et on ne parle pas ici de la douleur de l'enfant soumis à ces traitements.

La néonatalogie, une discipline médicale en plein essor, appuyée par des équipements à la fine pointe de la biotechnologie, fait maintenant survivre un enfant qui n'aurait pas survécu cinq mois et demi dans le ventre de sa mère. Un bébé à la peau brunâtre et sèche comme celle d'une momie, qui tient dans la paume d'un adulte, et que l'on branche à un respirateur, à des tubes de perfusion et d'alimentation. Il aura 30 % de risques d'être atteint de paralysie cérébrale.

« Le gouvernement investit énormément dans des petits miracles comme la grossesse *in vitro*, qui produit très souvent des naissances multiples, et donc des prématurés que l'on réussit à faire survivre... mais dont la vie subséquente se révèle dans bien des cas un véritable désastre », souligne le Dr Marois.

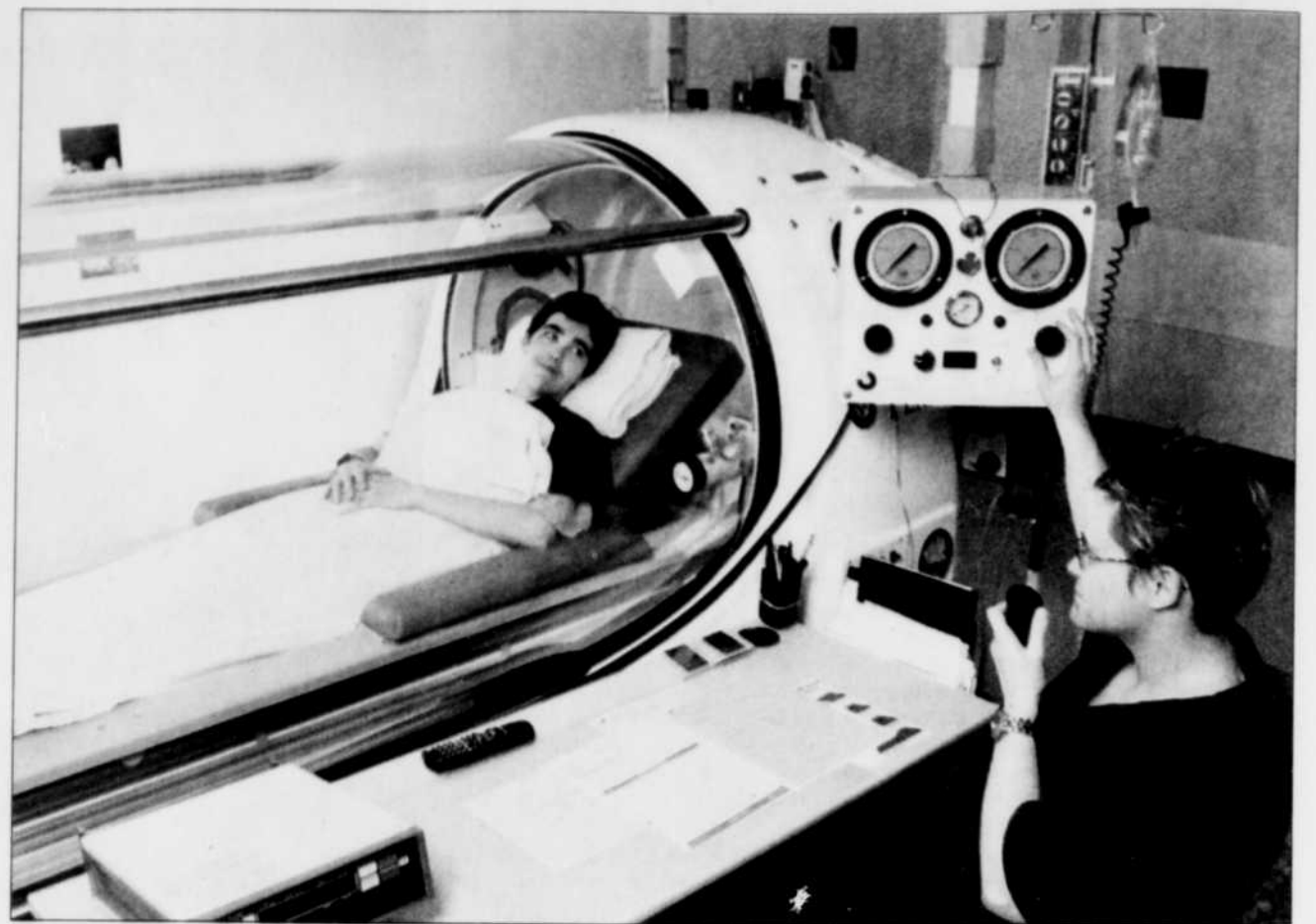
UNE POLITIQUE DE LA NAISSANCE

Des « enfants du désastre », il en suit des milliers actuellement, dans la région de Montréal et en Abitibi. Il est donc à même de constater que, depuis 20 ans, les services de réadaptation ne cessent de se détériorer. Pierre Marois jure qu'il n'en a pas contre la néonatalogie. Il reste, selon lui, que le ré-

seau de la santé du Québec devrait donner une politique globale envers la naissance. Une politique qui tienne compte des conséquences de faire naître des « extrêmes prématurés ». Et il est en train d'amorcer un mouvement en ce sens, avec tous les intervenants (d'écoles et de centres de réadaptation) et les autres professionnels qui s'efforcent de faire accéder ces enfants à une certaine autonomie, et qui n'en peuvent plus de se voir couper sans cesse leurs déjà maigres ressources.

Investissez dans ce qui pourrait permettre à 2000 enfants d'améliorer une vie handicapée, dit le Dr Marois

« Il devrait y avoir du dépistage précoce des naissances à risques pour qu'on puisse (si l'enfant survit) intervenir dans les premiers mois de vie », idéalement à l'intérieur des trois premiers mois, dit-il. Actuellement, reprend-il, non seulement n'y a-t-il pas de dépistage systématique, mais on n'a souvent un diagnostic que lorsque l'enfant a un ou deux ans. Et il faut attendre un an, un an et demi pour obtenir ensuite un suivi en physiothérapie ou en ergothérapie. C'est trop tard, les chances de récupération sont très minces à ce moment-là », explique le spécialiste en rééducation, qui entend une véritable croisade pour convaincre le gouvernement Charest de financer le réseau de rééducation et de réadaptation des enfants handicapés intellectuellement et physiquement.



La chambre hyperbare qui a servi à l'étude de 1999, à l'Hôtel-Dieu de Lévis, traite huit patients par jour entre 7 h et 17 h, quasiment 365 jours par année... Mais aucun enfant atteint de paralysie cérébrale, confirme le Dr Stéphane D. Tremblay, qui a participé à la recherche de 1999.

L'argent est ailleurs, déplore-t-il. Pour les chirurgies, pour les médicaments, pour les nouvelles technologies... L'industrie pharmaceutique a fait des profits de 500 milliards \$ en 2003. Pourtant, une série de 40 traitements en chambre hyperbare avec de l'oxygène à 21 % soumis à une pression de 1,3 atmosphère « a démontré une amélioration beaucoup plus rapide et efficace (chez des enfants atteints de paralysie cérébrale) que tous les autres traitements » subventionnés par l'État, « y compris la physiothérapie intensive, les médicaments, les injections de Botox et les opérations pour vaincre la spasticité (relâcher les muscles) », donne comme exemple le Dr Marois.

Une telle série de traitements coûte actuellement entre 5000 \$ et 6000 \$ aux parents qui choisissent cette façon d'améliorer la qualité de vie de leur enfant. Ils paient parce que la pratique de la médecine hyperbare dans ce domaine-là est interdite au Québec. Et qu'une recherche scientifique qui aurait permis de l'accrediter a tourné court.

Mais ce ne sont pas les seuls traitements qu'ils paient, les parents d'enfants handicapés. « Presque tous les traitements (qui pourraient améliorer la condition de l'enfant) sont payés par les parents dans le privé parce qu'ils ne peuvent plus attendre » après les services que l'État devrait fournir, témoigne le médecin. Pour espérer faire marcher un enfant, ou même seulement le faire se tenir assis, il faut intervenir en physiothérapie et en ergothérapie de la naissance jusqu'à l'âge-plateau, soit sept à huit ans. Après, dit le Dr Marois, il y a peu de résultats à espérer.

Mais dans le système actuel, dès qu'un enfant a atteint l'âge de six ans,

il n'est plus suivi, parce qu'il va en principe à l'école. La réalité, c'est que les écoles pour ces enfants-là n'ont tellement pas de ressources qu'elles doivent décider quels enfants auront les services en priorité : « ceux qui ont eu des chirurgies, on les voit, ou ceux qui ont de grandes douleurs ou de l'inconfort, ou ceux qui ont un potentiel d'apprendre à marcher bientôt. Ceux-là, on les voit. Les autres, on les fait attendre un an », admet d'une voix tremblée une professionnelle en réadaptation de l'école Victor-Doré, à Montréal, dans le film *Médecine sous influence*.

« C'est désespérant », de dire Pierre Marois, qui réclame que le gouvernement investisse autant d'argent pour ces enfants que la Société de l'assurance automobile en met pour ses accidentés de la route. « Ironiquement, si une femme enceinte a un accident de la route et qu'à la suite de cela elle met au monde son enfant à 25 semaines de grossesse, cet enfant-là va avoir tous les services de réadaptation, les prothèses, les suivis dont il aura besoin toute sa vie durant. C'est mieux organisé à la SAAQ, qui a une planification et a suivi exemplaires de ses accidentés », raconte le Dr Marois.

PRISE DE CONSCIENCE

Alors il fait la promotion de *Médecine sous influence*, « qui ne se veut pas le procès des néonatalogues, mais qui est aussi un appel à la réflexion chez les futurs parents. Il faut qu'ils soient conscients des conséquences de la naissance d'un prématuré, avertit le médecin. Qu'ils décident pour (la vie de) leur nouveau-né ce qu'ils décideraient pour eux-mêmes en cas d'accident cérébro-vasculaire », par exemple, ou de tout autre accident qui nécessi-



Le Dr Marois était des chercheurs qui ont établi le protocole de la première recherche, en 1999, sur les effets de l'oxygénothérapie hyperbare sur les enfants atteints de paralysie cérébrale.

site l'utilisation de l'appareillage de réanimation dont on dispose actuellement dans les hôpitaux.

« Avec le testament biologique maintenant, précise le Dr Marois, les gens ont le droit d'exiger une cessation de traitement s'ils n'ont pas envie de passer le reste de leurs jours dans un état végétatif. » C'est une décision que les futurs parents peuvent prendre pour leur enfant à naître, continue-t-il.

Et pour les autres, une mince consolation : ils peuvent maintenant s'adresser à la Fondation pour les enfants le Choix du Président (www.lechoixdupresident.ca/fr/fondation) pour obtenir de l'aide. C'est la seule fondation connue qui finance actuellement une partie des soins que doivent recevoir les enfants atteints de divers handicaps et de maladie chronique.

Pas de miracle, mais une amélioration certaine

ANDRÉE ROY
ARoy@lesoleil.com

Quoi qu'en disent les porte-parole du FRSQ et du MSSS, l'amélioration de 3 % démontrée par les enfants participant à la recherche de 1999 est bien réelle, souligne Pierre Marois. Et ces acquis-là sont permanents, ajoute-t-il.

Les sessions d'une heure par jour, cinq jours par semaine, durant deux mois, ont fait qu'une petite de neuf ans, souffrant de paralysie cérébrale et qui ne parlait pas, s'est mise à le faire. Ce qui a permis à ses parents de l'envoyer à l'école. Le même traitement sur un enfant présentant une trisomie 21, qui, âgée de sept ans, n'avait les habiletés que d'un enfant de quatre ans, l'a fait « grimper », en huit semaines, à cinq ans, et même à six ans dans certains domaines, rapporte le médecin.

Pas de gros miracles, mais une foule de petits changements qui permettent aux parents d'espérer que leur enfant sera capable de développer une certaine autonomie et d'accéder à une petite part de liberté de mouvement dans une vie hypothéquée dès la naissance.

Mais ceux-là mêmes qui subventionnaient la recherche en ont sabordé publiquement les résultats, répète-t-il. Le titre dont le Dr Collet a coiffé l'article paru dans *The Lancet*, qui se traduit par *L'oxygène à haute pression n'offre aucun bénéfice pour le traitement des enfants atteints de paralysie cérébrale*, aurait dû se lire ainsi : *L'oxygène à haute pression n'offre PAS PLUS de bénéfice, MAIS AUTANT d'amélioration que l'air légèrement pressurisé aux enfants atteints de paralysie cérébrale*.

« Les médias n'y ont vu que du feu et ont propagé la nouvelle. Tout le monde a cru le traitement hyperbare totalement inefficace pour les enfants atteints de paralysie cérébrale. Et ça, ça a un impact énorme pour les familles québécoises aujourd'hui ! » poursuit le Dr Marois, qui, avec l'équipe de chercheurs, a demandé en vain que les recherches soient poursuivies, en incluant un vrai groupe témoin (sans traitement) dans l'étude.

Un impact d'autant plus important que les 400 000 \$ que le ministre de la Santé d'alors, Jean Rochon, avait promis d'investir dans la recher-



Judith Filion, Pierre Roy et leur fille Caroline, de Rimouski, sont dans le documentaire *Médecine sous influence*. La famille a acquis, à l'automne 2001, d'un caisson hyperbare portable de 15 000 \$, remboursé par des dons de la communauté. Un an et 300 traitements plus tard, Caroline parlait enfin.

che en paralysie cérébrale n'y sont jamais allés, affirme Pierre Marois. Vérification faite, la somme a été adjugée au complet par le Fonds de recherche en santé (FRSQ) au Réseau de recherche sur le développement, la santé et le bien-être de l'enfant — un des 15 réseaux de recherche subventionnés par le FRSQ — pour la mise sur pied d'un registre sur les cas de paralysie cérébrale au pays. La recherche, qui devrait être terminée à l'été 2005, est dirigée par le Dr Annette Majnemer, de l'Université McGill, qui faisait partie, en décembre 2000, du comité consultatif d'une demi-douzaine de personnes appelé à évaluer le travail des chercheurs et à rédiger l'article pour *The Lancet*.

Pierre Marois lui-même, après avoir protesté contre le sort fait à l'étude, a dû cesser complète-

ment de parler de thérapie hyperbare, y compris aux parents des enfants qu'il soigne. « Le FRSQ a carrément menacé de cesser de financer les recherches de certains hôpitaux si les autres chercheurs et moi avions continué, affirme-t-il aujourd'hui. Il y avait alors une telle résistance face à l'hyperbare que je ne pouvais même pas en discuter avec mes collègues à Sainte-Justine ».

Les choses ont cependant passablement évolué depuis. Ainsi, c'est la direction de Sainte-Justine elle-même qui a demandé, en apprenant l'existence du film *Médecine sous influence*, qu'il soit projeté au personnel de l'hôpital.

DOCUMENTAIRE TROUBLANT

Réalisé par Lina Moreco pour l'Office national du film, *Médecine sous influence* a été lancé à la mi-novembre.

Le documentaire, assez troublant, relate une tranche de vie de parents québécois qui tentent de procurer une certaine autonomie à leur enfant atteint de paralysie cérébrale, le plus souvent parce que ces enfants ont été mis au monde très prématurément, à 24, 25, parfois même 22 semaines.

La médecine traditionnelle leur propose une panoplie de médicaments (des stéroïdes pour les bébés naissants aux anticonvulsifs, en passant par les pompes pour l'asthme et les antibiotiques), des injections de Botox et une multitude d'opérations visant à déraider leurs jambes — pour qu'ils puissent marcher — en sectionnant certains nerfs, des ligaments ou des tendons. À moins que ce ne soit pour leur implanter une pompe à médicaments dans le ventre.

Les centres de réadaptation leur offrent — de moins en moins, faute de financement gouvernemental — différents programmes de physiothérapie intensive et d'ergothérapie pour tenter d'apprendre à ces oisillons tombés trop tôt du nid à manger, à boire, à parler, à marcher, à écrire ou à manipuler des objets. Mais il y a de plus en plus de délais d'attente pour y accéder. En fait, aujourd'hui, toutes les centres de réadaptation de la province — à part ceux de l'Abitibi — sont débordés et en manque de ressources, pré-

cise le Dr Marois, qui travaille étroitement avec une quinzaine de ces équipes de réadaptation.

Alors, on gave l'enfant par intubation parce qu'on n'a pas le temps de l'aider à manger ; on le laisse à longueur de journée dans son fauteuil roulant parce qu'on n'a personne pour l'installer dans une marchette et accompagner ses pas, personne pour l'aider à écrire, à dessiner, à prendre des objets. C'est pour ces enfants-là que le Dr Marois demande que le gouvernement finance d'autres recherches sur l'oxygénothérapie hyperbare.

DOSSIER CLOS

Il n'a actuellement aucun espoir de voir ses demandes agréées, confirmait lors d'une entrevue au SOLEIL le Dr Michel A. Bureau, sous-ministre adjoint au MSSS et directeur général des services de santé et médecine universitaire. Le dossier est clos, tranche ce dernier. Le traitement en chambre hyperbare n'a donné aucune amélioration significative chez les enfants atteints de paralysie cérébrale. Les améliorations notées sont de l'ordre du placebo, un effet psychologique, répète-t-il, en qualifiant d'« inacceptables » les affirmations du Dr Pierre Marois.

Avant d'être repêché par le gouvernement Charest, le Dr Bureau était, de 1995 à 2003, président du Fonds de recherche en santé du Québec. Et à ce titre, il s'est chargé lui-même de dévoiler en primeur, à l'hôpital Sainte-Justine, l'inefficacité de l'oxygénothérapie hyperbare dans le traitement des enfants atteints de paralysie cérébrale, raconte le Dr Marois.

Ce dernier croit que c'est parce que les 1200 familles en quête de financement pour la recherche se sont adressées directement au ministère de la Recherche, à l'époque, passant « par-dessus la tête du FRSQ, de qui, dit-il, nous n'aurions pu obtenir que 200 000 \$ à la fois, en attendant trois ans à chaque fois. Il fallait faire vite. Et ça nous prenait 1,2 million \$ ».

Le Dr Marois croit que le FRSQ ne pouvait permettre « qu'on ait des résultats (avec notre étude), parce que ça aurait donné le go à cette forme de pression-là ».

Pour le MSSS, le dossier de l'hyperbare est clos

CONGÉ DES FÊTES Au moins 13 décès sur les routes

La vitesse montrée du doigt sept fois sur dix

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com

La route a fait au moins 13 morts au cours du long congé des Fêtes. À la lumière des causes retenues pour expliquer la majorité de ces tragédies, force est de constater qu'une vitesse mieux adaptée aux conditions hivernales aurait contribué à sauver des vies.

L'une des plus violentes collisions est survenue dans la nuit du 30 au 31 décembre sur l'autoroute Laurentienne à la hauteur de la rue Soumande. Le conducteur d'un des deux véhicules impliqués a emprunté l'autoroute direction sud en sens inverse de la circulation. Il a percuté une automobile dans laquelle prenaient place quatre personnes.

Le conducteur, Mathieu Magnan-Ruel 20 ans de Québec, et une passagère, Johanne Chebli 19 ans de Lévis, ont perdu la vie. Les deux autres passagers ont subi des blessures graves. Le conducteur fautif, Marc Simard 24 ans de Lac-Saint-Charles, est aussi décédé. Des échantillons sanguins ont été prélevés sur le corps de ce dernier pour déterminer si l'alcool pourrait être en cause dans l'accident.

Au total, 13 personnes ont perdu la vie sur le territoire de la Sûreté du Québec depuis le début du long congé de fin d'année. Il s'agit du second meilleur bilan pour la période des Fêtes depuis sept ans. Il faut remonter en 2002 pour trouver une année moins meurtrière alors qu'il y avait eu 12 décès. À l'inverse, il y a eu une véritable hécatombe en 1998 avec 40 morts. L'an passé, 17 personnes avaient perdu la vie.

Le bilan 2004 est donc « satisfaisant » en regard du fait qu'il aurait pu être alourdi par les conditions météorologiques difficiles — pluie verglaçante — qui ont sévi les 23 et 31 décembre. Mais peu importe les conditions, ce sont des facteurs humains qui sont responsables des accidents.

« Les principales causes constatées dans 7 des 10 accidents mortels révèlent que la vitesse du conducteur était mal adaptée aux conditions météo. Ce n'est pas nécessairement des vitesses excessives. Mais dans une zone de 100 km/h où c'est glacé, rouler à 50 km/h, ça va peut-être aider », résume l'agent Gilles Mitchell des affaires publiques de la SQ.

La motoneige a également fait ses deuxième et troisième victimes de la saison dans la nuit du 28 au 29 décembre dans le secteur de Rivière-du-Loup. Tommy Plourde, 26 ans, et Dany-Éric Pelletier, 32 ans, tous deux de Saint-Hubert de Rivière-du-Loup, sont décédés après que leur engin eut percuter un rocher sur un plan d'eau. L'an passé, 21 personnes avaient perdu la vie en motoneige.

Débordement à Saint-Raymond

Le conseil municipal pourrait envisager le dragage de la rivière Sainte-Anne

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com



Plusieurs rues et sous-sols ont été inondés en ce début d'année.

■ Des résidents de Saint-Raymond de Portneuf ont passé les Fêtes dans la flotte pour une seconde année consécutive après le débordement de la rivière Sainte-Anne causé par la formation d'un embâcle. Même si la situation se stabilisait hier, rien n'indiquait que les risques d'inondation étaient écartés, bien au contraire. Devant ce problème récurrent, le conseil municipal pourrait dès cette semaine envisager une solution à long terme dont le dragage du cours d'eau.

Des sous-sols et des rues inondés. Des citoyens exaspérés, abattus ou encore résignés. Voilà le décor et l'ambiance qui règnent en ce début d'année au centre-ville de Saint-Raymond. Comme les autorités municipales le craignaient la semaine dernière, les épisodes de redoux et les pluies des derniers jours ont suffi à réveiller la rivière Sainte-Anne et la faire sortir de son lit.

Les inondations ont forcé l'évacuation préventive d'une vingtaine de pensionnaires d'une résidence pour personnes âgées. Un avis d'évacuation a aussi été envoyé à 200 autres résidents, qui avaient le choix de quitter ou de rester. La majorité ont été obligés de demeurer sur place pour pomper l'eau de leur sous-sol qui, pour plusieurs, était fraîchement rénové de quelques mois à peine à la suite des inondations de décembre 2003.

PRÉOCCUPANT

La légère diminution du niveau d'eau hier, qui a permis la réouverture de certaines rues dont la 367 qui traverse Saint-Raymond, ne signifie pas la fin de l'alerte. « Nous continuons à exercer une surveillance constante. La rivière est préoccupante à cause de l'accumulation importante de glace sur plusieurs kilomètres », rappelle Martin Simard, porte-parole de la Sécurité civile.

L'actuel embâcle s'est formé un peu en aval du centre-ville. Le dernier redoux suivi de températures froides ont favorisé la formation de frasil, qui s'est ensuite aggloméré à l'embâcle. « C'est le principe d'un bouchon (entonnoir). Le débit de la rivière est très faible et l'eau s'accumule derrière l'embâcle, faisant gonfler la rivière jusqu'à son débordement », explique M. Simard.

Il était toujours hors de question hier d'effectuer des travaux mécanisés pour défaire l'embâcle comme l'exigent certains citoyens. « Les experts hydriques ont confirmé que ça pourrait être inutile ou que ça pourrait même empirer la situation. Un embâcle pourrait se recréer plus bas et inonder d'autres zones qui ne le sont pas habituellement », rapporte le conseiller de Saint-Raymond, responsable des communications, Jacquelin Genois.

Toutefois, ajoute-t-il, le conseil municipal pourrait se pencher dès cette semaine à trouver une solution permanente aux inondations répétées. « Creuser le lit de la rivière pourrait être une option envisageable. Nous allons sûrement en discuter », assure le conseiller.

Ce dernier rappelle que la Sainte-Anne avait déjà fait l'objet de dragage il y a une trentaine d'années entre l'estacade, en amont, jusqu'à l'endroit actuel, en aval, où se forment les embâcles. « Les fonds sont hauts. Il y aurait peut-être nécessité de draguer dans cette zone. Disons que le creusage fait partie des options », avance prudemment M. Genois.

Si le conseil opte pour le dragage de la rivière, il faudrait savoir qui acquittera les coûts de l'opération et obtenir l'assentiment du ministère de l'Environnement. Au cours des prochains jours, des trous seront percés dans la glace à l'aide d'une tarière pour en connaître sa composition. En attendant, M. Genois souhaitait ni des températures trop douces comme trop froides. Dans le premier cas, des pluies abondantes pourraient faire gonfler de nouveau la rivière, et dans l'autre, le froid intense favorise la création de glace qui solidifierait l'embâcle.

Samuel, premier bébé de l'année à Québec

DAPHNÉE DION-VIENS
DDViens@lesoleil.com

C'est à 1h39 dans la nuit du 1^{er} janvier que Samuel Quiriaux-Legros s'est fait



Nathalie Quiriaux et Eric Legros attendaient Samuel pour le 3 janvier, mais il s'est pointé le nez un peu plus tôt.

extirper du ventre de sa mère, récoltant ainsi les honneurs décernés au premier bébé de l'année dans la région de Québec. Mais qu'à cela ne tienne, le nouveau-né semblait bien indifférent à ces quelques instants de gloire...

On avait beau le photographe sous toutes ses coutures, l'exposer aux curieux venus lui voir la frimousse, rien à faire : Samuel dormait à poings fermés hier, lors du passage du SOLEIL au Centre mère enfant du CHUL. C'est en toute quiétude qu'il a traversé les premiers jours de sa vie, entouré de ses parents plus que contents que leur premier enfant soit en pleine santé.

Nathalie Quiriaux et Eric Legros, de Charlesbourg, l'attendaient pour le 3 janvier. Samuel aura donc fait le grand saut un peu plus tôt que prévu, même s'il s'est ravisé à la dernière minute. Le nez en l'air, mal positionné lors de l'accouchement, c'est finalement par une césarienne qui a vu le jour, après que sa mère soit arrivée à l'hôpital un peu avant midi, le 31 décembre.

« Ma mère voulait beaucoup qu'il soit le premier bébé, raconte Nathalie en riant. Mais nous, on avait hâte de le voir,

peu importe quand ! » Le petit de la famille Quiriaux-Legros était donc très attendu, et c'est avec joie que des membres de la famille sont venus le saluer pour la première fois hier après-midi.

Et quant à savoir si un petit frère ou une petite sœur partagera la demeure de Samuel dans les prochaines années, il est encore trop tôt pour le savoir... « Vous me reposez la question plus tard ! », lance Nathalie, une nouvelle

maman comblée qui prendra tout de même jusqu'à mercredi pour se remettre complètement de l'accouchement.

Le premier bébé de l'année au Québec (et possiblement au Canada) a quant à lui vu le jour à Gatineau à minuit et cinq secondes, au Centre hospitalier de la vallée de l'Outaouais. Jade-Viktorya est la troisième enfant de Steven Martin et de Kleo Fragiskos, de Aylmer.

Avec la Presse canadienne

Le CARREFOUR des LANGUES

Cours privés Semi-privés
Petits groupes

Début des cours le 17 janvier

Place Laurier Carrefour Chauveau
Henri-Bourassa

Formation admissible à la Loi 90
Fournisseur accrédité par les gouvernements fédéral et provincial

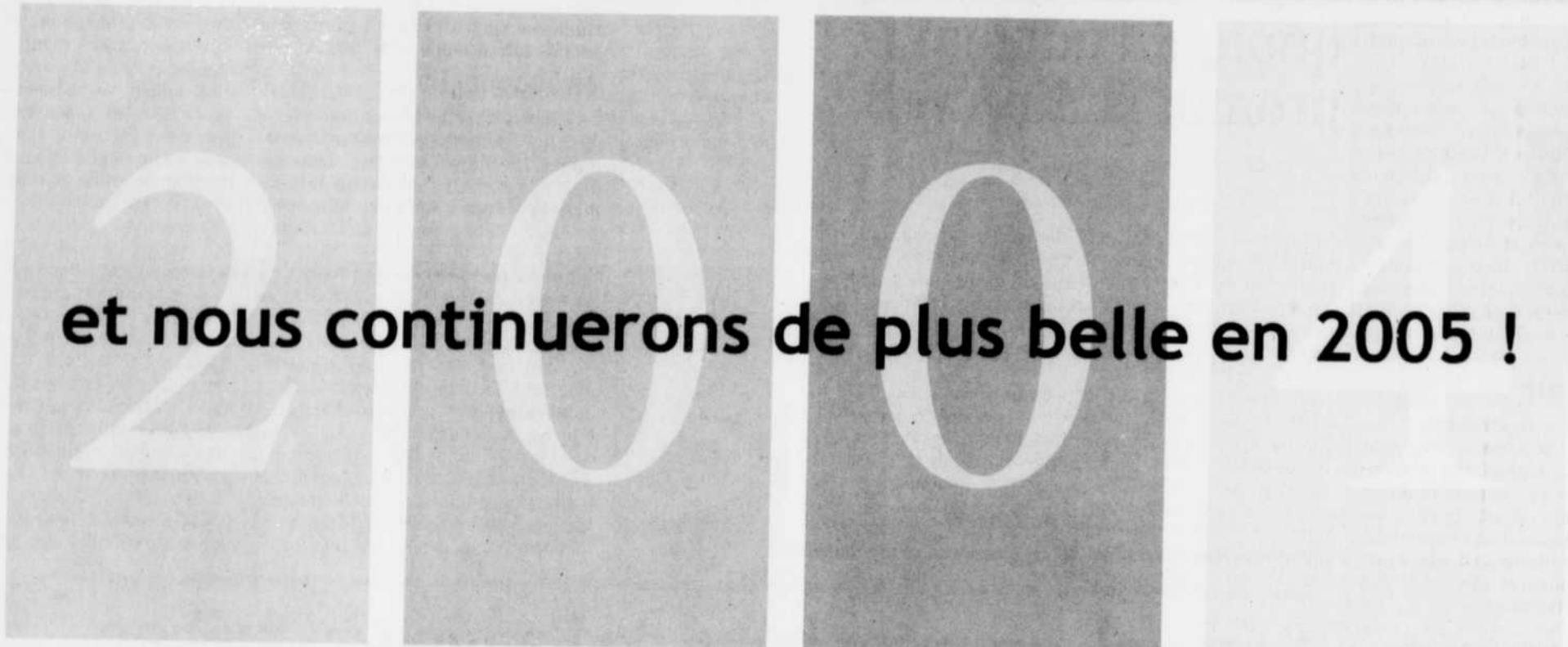
652-1561 • 872-4755

SOLDES LES SOLDES LES SOLDES LES SOLDES

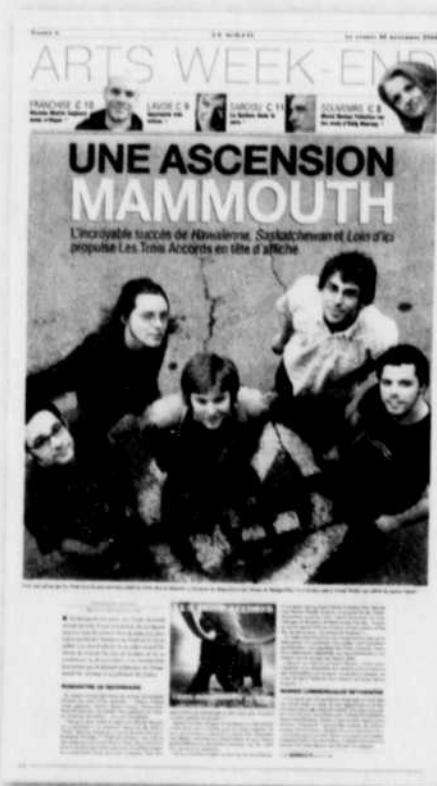
SOLDES SUR LA PROMENADE
DU 5 AU 16 JANVIER 2005

PLACE
SteFoy

Nous étions là pour vous en 2004...



et nous continuerons de plus belle en 2005 !



Bonne année à tous !

LE SOLEIL

EAST BROUGHTON 24 aînés contaminés par l'influenza dans une résidence

IAN BUSSIÈRES

Collaboration spéciale

EAST BROUGHTON — Une épidémie d'influenza de type B a frappé fort durant les Fêtes à la Résidence Marc-André-Jacques d'East Broughton, dans la région de L'Amiante, où 80 % des 30 bénéficiaires ont été contaminés, dont trois qui en seraient probablement décédés.

« C'est du jamais vu ! On parle d'une épidémie qui s'est propagée très rapidement cette année, de sorte qu'au 23 décembre, 24 des 30 bénéficiaires avaient attrapé l'influenza », expliquait hier M. Normand Baker, directeur du Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford Mines (CSSSRTM), auquel est rattachée la Résidence Marc-André-Jacques.

Cette résidence pour personnes âgées a de plus déploré cinq décès au cours des dernières semaines. « De ces décès, il y en a trois qui pourraient être liés à l'épidémie, puisque ce sont des gens qui ont eu l'influenza. Ils sont cependant décédés par après », poursuit M. Baker en précisant que les bénéficiaires décédés étaient des personnes âgées de plus de 88 ans qui n'avaient déjà pas une bonne santé.

QUARANTAINE

À la suite du déclenchement de l'épidémie, la Résidence Marc-André-Jacques a été placée en quarantaine, de sorte que le personnel de l'établissement devait porter un masque, des gants et une blouse durant les heures de travail, alors que les patients infectés étaient isolés dans leurs chambres.

Trois des cinq décès des dernières semaines auraient été causés par le virus

« Nous avons aussi imposé des limites quant au nombre de visites et les aidants naturels devaient eux aussi se gantier et se masquer. Dans le cas d'East Broughton, l'épidémie s'est propagée si rapidement qu'il était trop tard pour avoir recours à la médication », poursuit M. Baker.

AUTRES CAS

Des cas d'influenza ont aussi été répertoriés dans deux autres résidences pour personnes âgées sous la responsabilité du CSSSRTM, la Résidence Denis-Marcoite et la résidence La Rosée d'Or de Thetford Mines.

« On parle de quatre à cinq cas par établissement et nous avons agi rapidement pour éviter que la situation d'East Broughton se répète », a signalé Normand Baker en précisant que ces établissements étaient présentement eux aussi en quarantaine avec toutes les mesures de sécurité appropriées, dont une médication qui pourrait aider à stopper l'épidémie.

Le CSSSRTM fera le point sur la situation demain et Normand Baker a précisé qu'il était possible qu'une campagne pour inciter les personnes âgées à se faire vacciner contre l'influenza soit mise en place.

FRAUDE DE CARTES

Des ex-Montréalais reconnaissent leur culpabilité

■ VICTORIA — Deux hommes anciennement de Montréal ont plaidé coupables vendredi à des accusations reliées à ce que la poursuite a appelé une opération organisée visant à utiliser illégalement des données électroniques de cartes de débit. Après avoir reconnu leur culpabilité, Hussein Amrani, 27 ans, et Stéphane Bissonnette, 22 ans, ont tous les deux été condamnés à six mois d'emprisonnement. Ils avaient déjà passé trois mois derrière les barreaux et la Cour, selon une pratique courante, a jugé que ces trois mois d'emprisonnement seraient suffisants. Amrani a plaidé coupable à une accusation de possession illégale de données sur des cartes de crédit, de possession d'une imprimante à cartes de crédit et d'avoir fabriqué de fausses cartes de crédit. Bissonnette a plaidé coupable aux mêmes accusations, plus celle d'avoir illégalement été en possession d'un appareil qui, une fois installé sur des guichets, est capable de lire les cartes de débit. **PC**



Le directeur du Carnaval, Jean Pelletier

Le Bonhomme Carnaval sera de la fête quoiqu'il advienne, promet la direction

DAPHNÉE DION-VIENS

DDViens@lesoleil.com

Changement de conditions de travail et manque de confiance envers l'employeur, voilà ce qui a conduit à la démission de Bonhomme Carnaval et de son escorte la semaine dernière, selon les représentants syndicaux. La direction du Carnaval, quant à elle, s'est empressée de rassurer les gens de Québec : quoiqu'il advienne, Bonhomme sera de la fête.

La démission en bloc des 20 personnes composant l'équipe de la célèbre mascotte a été confirmée le 28 décembre dernier, après la réunion de la veille au cours de laquelle les employés avaient démissionné de vive voix.

Bonhomme et son escorte appartenaient depuis le 22 décembre au local 503 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC-FTQ). Marie-Josée Lemieux, présidente de cette section des TUAC, affirme que le litige avec l'employeur remonte jusqu'en mars 2004, au moment où le conseil d'administration a commencé à remettre en question une entente déjà conclue.

L'année précédente, patrons et employés s'étaient mis d'accord sur les conditions de travail pour l'édition 2004 et 2005 du Carnaval. Cette entente a par la suite été modifiée sans en informer les employés, selon M^{me} Lemieux. « Il y avait des rumeurs qui circulaient depuis mars, mais c'est seulement en novembre que les employés ont appris que l'entente ne serait pas respectée. C'était très difficile d'obtenir plus d'information, d'où la requête en accreditatation syndicale », indique-t-elle, expliquant pour la première fois au SOLEIL les insatisfactions qui ont conduit à la syndicalisation.

Le mandat des nouveaux représentants syndicaux était d'abord de faire respecter l'entente conclue pour l'édition 2005 et de négocier par la suite une première convention collective.

LE CŒUR DU PROBLÈME

La principale source du mécontentement des employés est la décision de la direction du Carnaval de recourir à un sous-traitant pour accompagner la mascotte et assurer la sécurité de ses déplacements. M^{me} Lemieux affirme que les employés n'étaient pas bien informés des impacts de cette décision et craignaient de voir leur nombre d'heures de travail diminuer. Lors de la réunion de travail du 27 décembre, « l'employeur restait très vague et ne voulait rien savoir de négociation », affirme-t-elle.

Le directeur du Carnaval, Jean Pelletier, affirme quant à lui avoir confirmé aux employés qu'il n'y aurait aucune diminution du nombre d'heures lors de cette même rencontre.

M. Pelletier s'explique mal la grogne de ses ex-employés. Lors des années précédentes, Bonhomme était accompagné de deux personnes, dont l'une qui lui servait de chauffeur. Avec le recours à un transporteur privé cette année, Bonhomme doit conserver ses deux accompagnateurs, en plus d'un chauffeur, explique-t-il. « Il faut faire la part des choses : le salaire et les conditions de travail n'ont pas changé, et une troisième personne se joint à l'équipe (le chauffeur). »

Mais selon M^{me} Lemieux, cette garantie n'a pas été suffisante : « D'après nos informations, il est impossible de penser qu'il n'y aura pas de réduction. Les employés n'en sont pas convaincus. »

Le recours à l'entreprise privée permet à la direction de diminuer de 25 % les coûts de transport de la mascotte et de se dégager de toute responsabilité relative aux véhicules.

Selon les deux parties, aucune discussion n'est en cours pour permettre le retour des employés démissionnaires. En plein recrutement, M. Pelletier confirme que la nouvelle équipe de personnalités sera formée juste à temps pour l'édition 2005 du Carnaval qui débutera le 28 janvier.

Les groupes de médecine de famille promis en 2002 se font attendre

BAPTISTE RICARD-CHÂTELAIN
BRicard@lesoleil.com

Le 1^{er} janvier, nous devions tous nous réveiller au sein d'une entité médicale nouveau genre garantissant notre prise en charge par un médecin ainsi que des services 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Force est de constater que les 300 groupes de médecine de famille (GMF) promis par Québec n'ont pas été livrés.

Quatre-vingt-sept GMF sont actifs. Le gouvernement maintient néanmoins son engagement envers la population dans le site Internet du ministère de la Santé, pas encore mis à jour totalement : « [Nous prévoyons] implanter progressivement, d'ici 2005, quelque 300 groupes de médecine de famille (GMF) sur tout le territoire québécois de façon à ce que l'ensemble de la population soit inscrit à un médecin membre d'un GMF ».

En début d'année, le dossier était pourtant sur une voie rapide. Trente-six GMF ont vu le jour en trois mois. Mais les deniers publics semblent avoir été plus rares par la suite, puisque 11 groupes ont été implantés au cours des neuf mois suivants.

Selon une porte-parole du ministère, Hélène Gingras, la cible de couverture universelle demeure. « Mais, ça se fait progressivement. » Il faudra être patient.

Elle souligne tout de même que 18 autres GMF sont en gestation, en cours d'accréditation. Leur naissance permettrait d'atteindre le tiers de l'objectif gouvernemental (105). Dès lors, jusqu'à 1,656 million de Québécois pourraient s'y « abonner », évalue-t-on. Mais, jusqu'à maintenant, seulement 370 000 personnes sont inscrites officiellement au sein des 87 GMF.

« Il y a 953 médecins qui y travaillent — à temps

partiel pour ceux qui assurent des gardes en milieu hospitalier — et plus de 150 infirmières », précise M^{me} Gingras.

Le 29 novembre 2002, le premier ministre Bernard Landry et son ministre de la Santé, François Legault, avaient inauguré les six premiers GMF du Québec. Sitôt élus, les libéraux de Jean Charest ont saisi la balle au bond, promettant que nous bénéficierions tous de la réforme d'ici 2005. Le nouveau ministre de la Santé, Philippe Couillard, avait toutefois mis le pied sur le frein en début de mandat afin d'évaluer la pertinence des regroupements.

La Montérégie est la plus avancée dans l'implantation de groupes de médecine de famille avec 19. Loin devant Québec ou Montréal et leur huit GMF.

Au fait, un GMF est un groupe de médecins et d'infirmières qui prennent un engagement envers un bassin de citoyens inscrits. Les docteurs doivent recevoir leurs usagers avec un rendez-vous ou non. Ils ont l'obligation de se rendre au domicile du patient si une perte d'autonomie majeure limite ses déplacements. Quand le médecin attitré est en vacances, ses collègues prennent la relève et assurent le suivi du dossier.

Les GMF développent normalement des liens avec les hôpitaux, les centres de santé, les pharmacies et les CLSC de leur territoire, indique aussi le ministère de la Santé dans son site Web. Cela pour faciliter le cheminement du patient dans le système.

À l'aube de 2004, le Québec comptait une quarantaine de GMF. L'implantation d'un groupe coûterait près de 600 000 \$.

Dans la Belle Province, 17,6 % des habitants n'ont pas de médecin de famille. Il s'agit d'un des pires taux du pays, selon Statistique Canada.

La promenade des

soldes

Jusqu'au dimanche 23 janvier

PLACE DE LA CITÉ
CENTRE COMMERCIAL

JUSQU'AU 23 JANVIER PARTICIPEZ AU
CONCOURS
ÉVASION NATURE À DUCHESNAY

Une évasion reposante dans un environnement forestier et une auberge champêtre à faire rêver avec le Forfait Plaisir Nature : séjour de 2 jours pour 2 personnes comprenant l'hébergement, les petits-déjeuners, les soupers, l'accès aux activités de la Station et visite de l'Hôtel de Glace. Valeur de 534 \$.

3 forfaits à gagner

RÉSEAU Sépaq LE SOLEIL rockdétente 107.5 FM

Règlements disponibles à Place de la Cité. Trois tirages : les lundis 10, 17, et 24 janvier 2005. Un forfait à gagner par tirage. Bulletins de participation non cumulatifs d'un tirage à l'autre. Aucun achat requis.

BULLETIN DE PARTICIPATION

NOM : _____

ADRESSE : _____

VILLE : _____

TÉL. : _____ CODE POSTAL : _____

À remplir et à déposer au comptoir de la Sépaq de Place de la Cité situé au 2^e étage de la nouvelle Tour Cominar.

Yoga

Discipline millénaire qui n'a pas d'égale pour la santé du corps et de l'esprit.

Janot Poulin

Info : Janot Poulin 524-4848

En formation continue avec Claude Maréchal depuis 1978, fondateur de l'École européenne de Vinyoga

Le 2^e cas de vache folle confirmé

OTTAWA (PC) — L'Agence canadienne d'inspection des aliments a révélé hier que les tests effectués ces derniers jours sur la vache de l'Alberta soupçonnée d'être atteinte de l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine), ou maladie de la vache folle, se sont avérés positifs.

L'animal infecté est une vache née en 1996, soit avant l'introduction (en 1997) de l'interdiction visant les aliments destinés au bétail.

L'ACIA, qui a précisé hier qu'aucune partie de l'animal n'a été introduite dans la chaîne alimentaire humaine ou animale, croit que la vache aurait été infectée par de la nourriture contaminée avant l'entrée en vigueur de l'interdiction.

« Ce résultat ne présente pas un risque accru pour la salubrité des aliments », assure l'agence dans un communiqué, en ajoutant que « la confirmation de l'ESB chez cet animal n'est pas inattendue » et qu'en raison du programme national de surveillance en cours « d'autres cas d'ESB pourraient être découverts ».

« Le Canada dispose d'une série de mesures d'atténuation du risque visant à protéger la santé du public et des animaux, parmi lesquelles on trouve le retrait des MRS de la chaîne alimentaire humaine, l'interdiction de nourrir les ruminants avec des aliments provenant de ruminants, le programme national de surveillance, les restrictions en matière d'importation. »

DÉCISION AMÉRICAINE MAINTENUE

Les MRS ou matières à risque spécifiées sont les tissus qui, chez les bovins infectés, contiennent l'agent pathogène de l'ESB. Leur retrait est reconnu internationalement comme le moyen le plus efficace de protéger la santé publique contre l'ESB, indique l'ACIA.

« En conséquence, les États-Unis continuent de considérer le Canada comme une région à risque minimal, soutient l'agence fédérale. Tel qu'indiqué dans le communiqué de presse du USDA (United States Department of Agriculture) du 30 décembre 2004, les États-Unis iront de l'avant avec leur intention de reprendre le commerce avec le Canada. »

Ce communiqué du USDA, publié après l'annonce (le même jour) de ce cas suspecté d'ESB en Alberta dit effectivement que « si cet animal s'avère atteint, cela n'affectera pas l'application de la décision américaine annoncée hier (le 29 décembre) qui reconnaît le Canada comme une région à risque minimal ».

SCANDALE DES COMMANDITES

Le marathon d'audiences publiques durera encore quatre mois

ISABELLE RODRIGUE
Presse canadienne

OTTAWA — La Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires est loin d'avoir terminé son travail de présentation de la preuve et poursuivra son marathon d'audiences publiques durant encore quatre mois.

Le 11 janvier, le juge John Gomery, qui préside l'enquête, reprendra son siège et entendra les témoins en relation avec les sociétés d'État mentionnées dans le rapport de la vérificatrice générale, Sheila Fraser.

L'ancien directeur général de VIA Rail, Marc Lefrançois, devrait ouvrir le bal. Suivront ensuite André Ouellet, ancien président-directeur général de Postes Canada, et François Beaudoin, ancien de la Banque de développement du Canada. Toutes ces sociétés d'État ont participé à une

Un premier rapport est prévu pour novembre. Le final devrait être publié en décembre

ou plusieurs commandites qui ont été critiquées par la vérificatrice générale dans son rapport de février dernier.

Les procureurs de la Commission envoient également d'appeler d'anciens dirigeants de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Une fois ces témoignages entendus, la Commission passera à l'une des étapes les plus attendues du public: les acteurs politiques. Cette partie devrait débiter à la fin du mois de janvier, dans la capitale fédérale.

On peut avancer sans trop se tromper que l'ancien ministre de Travaux publics, David Dingwall, et son chef de cabinet, Warren Kinsella, ouvriront cette portion des audiences. Viendront par la suite les Jean Carle, Jean Pelletier, du bureau de l'ancien premier ministre Jean Chrétien, Alfonso Gagliano et son chef de cabinet Jean-Marc Bard. D'autres ministres, anciens ou encore en fonction, pourraient aussi être appelés à répondre aux questions de la Commission.

Enfin, Jean Chrétien et Paul Martin clôtureront cette première partie des audiences publiques, vers la mi-février. La Commission déménagera ensuite ses pénates à Montréal pour entreprendre les témoignages des dirigeants des agences de publicité et de leurs employés. Cette partie devrait s'étirer au moins jusqu'à la fin du mois d'avril. Une fois les audiences publiques terminées, le juge Gomery entreprendra sa période de réflexion et de rédaction.

Un premier rapport, qui portera sur l'établissement des faits, est prévu pour novembre. Celui comportant les recommandations finales devrait suivre un mois plus tard, en décembre.



Le juge John Gomery préside l'enquête

Encore des contrecoups pour les libéraux

OTTAWA (PC) — Dix mois après la publication du rapport de la vérificatrice générale, Sheila Fraser, sur le Programme des commandites, les impacts se font encore sentir sur le Parti libéral du Canada (PLC) et son chef, Paul Martin. Avec la poursuite des travaux de la Commission d'enquête du juge John Gomery durant l'année 2005, la période noire ne semble pas près de la fin.

Un seul coup d'œil aux sondages réalisés au cours des mois suivants l'élection de juin, et on comprend qu'au Québec, la population n'a pas encore digéré les dérapages du programme.

En Atlantique, en Ontario, ou en Colombie-Britannique, le PLC a réussi à gagner quelques points depuis le scrutin. Dans les Prairies, un bastion conservateur, les libéraux ont réussi à maintenir leurs appuis.

Au Québec, par contre, le cauchemar se poursuit. Après la longue descente de 10 à 15 points (selon les sondeurs) dans les sondages, tout juste avant l'élection, les libéraux stagnent et recueillent à peine 30% des intentions de vote au Québec. Lorsque M. Martin prenait la tête du gouvernement, en décembre 2003, les appuis se situaient autour de 42%.

« C'est un homme qui, à cause du scandale des commandites, a vu sa trajectoire politique complètement modifiée, résume Jean Hermann Guay, professeur de sciences politiques à l'Université de Sherbrooke. Sans ça il aurait eu un gouvernement majoritaire et il l'aurait emporté avec force. »

François Rocher, professeur au département de sciences politiques de l'Université Carleton, à Ottawa, abonde dans le même sens. « C'est l'équivalent

d'une bombe atomique. M. Martin se dirigeait vers une victoire, on a vu ce qui est arrivé. »

M. Martin a eu beau abolir le programme, dénoncer les agissements, créer une commission d'enquête, rien n'y a fait: les libéraux traînent encore le fardeau de ce scandale, dont les principaux acteurs ont depuis quitté la vie politique ou la fonction publique.

Cette descente aux enfers des libéraux « est essentiellement due aux commandites », estime M. Rocher, qui rappelle que même l'entente sur la santé avec les provinces, où le Québec obtenait un accord spécifique, n'a pas eu d'effet positif sur les résultats des libéraux.

Une partie de l'explication réside dans les travaux de la Commission Gomery sur le Programme de commandites et les activités de publicité, qui a propulsé presque quotidiennement le sujet dans l'actualité. Depuis septembre, jour après jour, les procureurs de la Commission interrogent des témoins et mettent au jour d'autres révélations plus incroyables les unes que les autres.

« LE MEILLEUR RESTE À VENIR »

Et rien n'indique que 2005 sera synonyme d'accalmie. « Le meilleur reste à venir », indiquait même le juge Gomery, dans une entrevue de fin d'année.

Il est vrai qu'avec un budget de plusieurs millions \$, 14 procureurs, 38 experts en vérification et un accès assez vaste à bien des documents habituellement secrets, l'équipe du commissaire dispose des outils nécessaires pour faire la lumière sur les excès du programme qui a englouti 250 millions \$ en cinq ans, dont 100 millions \$ sont allés en commissions et honoraires à une poignée d'agences de publicité proches des libéraux.

Après quatre mois d'audiences publiques, les questions fondamentales qui permettront de comprendre les racines du scandale demeurent encore sans réponse. Au rythme des témoignages à venir des politiciens et des propriétaires d'agences, on devrait cependant comprendre qui avait eu l'idée du Programme, pourquoi un tel système avait été mis en place et à qui il bénéficiait.

Cela ne veut pas dire pour autant que les quatre premiers mois d'audiences auront été vains, que le public n'aura rien appris des déclarations de la cinquantaine de personnes qui se sont assises dans la chaise des témoins et des milliers de pages de documents rendus publics. Les témoignages des fonctionnaires auront entre autres permis de confirmer ou d'apprendre que:

- le gouvernement fédéral voulait, pendant les premières années, conserver une aura de secret autour du programme;
- le directeur du Programme, Charles Guité, gérait son service d'une main de fer, en faisant fi des règles;
- M. Guité était en contact régulier avec l'ancien ministre des Travaux publics, Alfonso Gagliano, et le chef de cabinet de Jean Chrétien, Jean Pelletier, lorsque venait le temps de choisir les événements à commanditer;
- l'ancien premier ministre Chrétien avait été mis en garde à deux reprises, en 1996, qu'il était l'ultime responsable des sommes provenant de la réserve pour l'unité canadienne, qui finançait le Programme;
- des bureaux de ministres, dont celui de Paul Martin alors ministre des Finances, ont fait des pressions pour que des événements obtiennent des commandites;
- les employés du ministre Gagliano avaient pour ordre d'inscrire les notes manuscrites sur des notes volantes plutôt que sur la correspondance entourant les commandites;
- toutes ces notes volantes ont été détruites le soir du remaniement ministériel de janvier 2002, où le ministre Gagliano a été démis de ses fonctions;
- le Programme a financé l'achat d'articles promotionnels, dont certains prenaient la route du bureau du premier ministre.

LOTO QUÉBEC Résultats
Tirage du 2004-12-31
19 21 26 29 34 40 41
Complémentaire: (47)

649 Tirage du 2004-12-31
05 06 08 09 12 17 25 28 31 32
34 38 40 41 49 56 63 68 69 70

649 Tirage du 2004-12-31
998751 50 000 \$
98751 5 000 \$
8751 250 \$
751 25 \$
51 5 \$
99875 1 000 \$
9987 100 \$
998 10 \$

649 Tirage du 2004-12-31
752 4384

Extra Tirage du 2004-12-31
812737

1 lot de 50 000 \$ 202B745 (non décomposable)
10 lots de 1 000 \$ (non décomposables)
362A250 382B143 157C246 338C037 390C078
269B039 147C448 215C760 368C030 399C810

LOTO QUÉBEC Résultats
Tirage du 2004-12-31
19 21 26 29 34 40 41
Complémentaire: (47)

649 Tirage du 2005-01-01
10 16 17 34 40 47
Complémentaire: (41)

649 Tirage du 2005-01-01
01 07 21 25 30 43
Complémentaire: (20)

649 Tirage du 2005-01-01
06 08 11 18 19 21 23 27 28 31
35 40 41 42 46 47 53 55 66 68

Extra Tirage du 2004-12-31
NUMÉRO 812737

Extra Tirage du 2005-01-01
NUMÉRO 625676

LOTO QUÉBEC Résultats
Tirage du 2005-01-01
10 16 17 34 40 47
Complémentaire: (41)

649 Tirage du 2005-01-01
01 07 21 25 30 43
Complémentaire: (20)

649 Tirage du 2005-01-02
06 08 15 16 18 23 38 39 43 44
49 52 53 54 58 62 66 68 69 70

LOTO QUÉBEC Résultats
Tirage du 2004-12-31
934C021
1 Grand Chevrolet Lanéo (ou 50 000 \$)

2004-12-01 0948B898 2004-12-16 659D373
2004-12-02 822C125 2004-12-17 771A606
2004-12-03 316B210 2004-12-18 940A539
2004-12-04 547D218 2004-12-19 735D631
2004-12-05 807A264 2004-12-20 497D778
2004-12-06 278D217 2004-12-21 353C847
2004-12-07 289A080 2004-12-22 116B111
2004-12-08 241B070 2004-12-23 367B739
2004-12-09 712C567 2004-12-24 657C110
2004-12-10 723C012 2004-12-25 517C646
2004-12-11 524B879 2004-12-26 683A135
2004-12-12 169B502 2004-12-27 733D607
2004-12-13 118A736 2004-12-28 121B902
2004-12-14 484B114 2004-12-29 162A685
2004-12-15 557D458 2004-12-30 244B934

Cours de danse sociale et danses en ligne

Nouvelle session débutant en janvier

Découvrez le plus beau loisir, le meilleur exercice et le meilleur endroit à Québec

Cours donnés au: sous-sol église St-Albert-Le-Grand

Venez rencontrer une équipe dynamique, Pierre Châteauevert, Roland Carpentier, Martin Rhéaume depuis 1989 à votre service

Danse Sociale Québec
622-4359

AVALANCHE
VÊTEMENTS DE SKI • SKIWEAR

BOXING DAY

Ensembles à partir de **279 \$**

vêtements de ski et de plein air

50%

accessoires **30%**

MONT SAINTE-ANNE
10 930, boul. Sainte-Anne
Tél.: 418.827.3108

QUÉBEC
3930, boul. Hamel
Tél.: 418.877.5584

DéTECT. Inc.



DÉBUT CE SOIR 21 H

ÉPISODE SPÉCIAL DE 90 MINUTES
INCLUANT UN COURT MAKING OF



RADIO-CANADA

VOUS ALLEZ VOIR.

WWW.RADIO-CANADA.CA/DETECTINC

MEUNIER
L'ÉPÉE
L'ÉPÉE

La SAQ pourrait limiter ses heures d'affaires après la grève

MONTRÉAL (PC) — La direction de la Société des alcools du Québec envisage de restreindre les heures d'affaires de certaines de ses points de vente lorsque le conflit de travail avec ses quelque 3800 employés de bureau sera réglé.

Le vice-président aux ressources humaines, Philippe Duval, précise en entrevue à *The Gazette* que la SAQ consacre beaucoup d'argent à des succursales qui rapportent trop peu, puisque la demande n'y est pas très élevée.

La SAQ compte 801 points de vente au Québec, soit un pour 8700 Québécois, une multiplication suscitée par l'ancien dirigeant, Gaétan Frigon, qui cherchait ainsi à stimuler la visibilité de la Société. Cependant, une telle stratégie a affecté les revenus de chaque point de vente qui, en moyenne, sont inférieurs de 60% à ceux des points de vente de la Liquor Control Board of Ontario, la LCBO, qui en compte beaucoup moins.

En réaction à ce projet évoqué par M. Duval, le porte-parole de l'Union des consommateurs, Charles Tanguay, craint des disparités de service. Il rappelle que la SAQ est un monopole gouvernemental qui doit offrir un service équivalent à tous les contribuables.

Entre-temps, les dirigeants patronaux et syndicaux de la SAQ doivent reprendre les discussions la semaine prochaine à propos du conflit de travail qui a éclaté le 19 novembre dernier.



La chapelle de l'Hôtel de glace où sont célébrés les mariages. L'Hôtel a réservé une bonne partie de son budget de publicité au « tourisme rose » cette année.

Premier mariage gai à l'Hôtel de glace

(PC) — L'Hôtel de glace de Québec s'apprête à célébrer cette année son tout premier mariage gai. C'est un couple de l'Angleterre qui unira sa destinée dans la toute nouvelle chapelle repensée au style des églises québécoises du début du XX^e siècle. L'administration de l'Hôtel de glace ne craint pas les répercussions négatives d'un mariage gai. Selon Marie-Noëlle Marceau, porte-parole, les mentalités au Québec sont suffisamment

avancées pour que ce marché connaisse plutôt une expansion.

L'Hôtel de glace a d'ailleurs réservé une bonne partie de son budget de publicité au « tourisme rose », cette année. L'attrait touristique entamera sa cinquième saison vendredi. Soixante mille visiteurs sont attendus, dont 3000 dormeurs, pour des retombées annuelles estimées à 10 millions\$. Une trentaine de mariages y seront célébrés.

EN BREF

BUENOS AIRES

L'incendie d'un bar provoque la colère

■ BUENOS AIRES — Les victimes de l'incendie de la discothèque de Buenos Aires ont été enterrées hier tandis que des Argentins manifestaient pour la démission du maire de la capitale, Anibal Ibarra, et le renforcement des règles de sécurité pour les salles de spectacle. Le bilan du sinistre qui a frappé dans la nuit de jeudi à vendredi l'établissement Republica de la Cromagnon, une discothèque très fréquentée par les adolescents et jeunes gens, a été revu à la hausse pour s'élever à 188 morts. Les autorités évaluent à plus de 700 le nombre des blessés. Une vingtaine de corps attendent encore d'être identifiés à la morgue. Les enquêteurs pensent que quelqu'un a allumé un feu de Bengale dans la foule, enflammant le plafond. Des sorties de secours étaient apparemment bloquées. D'après le journal *La Nación* d'hier, les autorités vérifient si la boîte de nuit avait été inspectée par les agents municipaux en 2004. Le propriétaire pourrait être présenté à un juge aujourd'hui. AP

CLAUSE « TANGUY »

La Cour debout les assistés sociaux

■ MONTRÉAL — Le Front commun des personnes assistées sociales du Québec a essayé un revers dans sa tentative de faire suspendre l'application de la clause « Tanguy ». La Cour supérieure a rejeté la demande d'ajournement de l'organisme. La clause « Tanguy » impose une pénalité mensuelle de 100 \$ aux assistés sociaux qui habitent chez leurs parents. Plus de 15 000 personnes seraient affectées par cette mesure mise en place par le gouvernement Charost. Elle entrera donc en vigueur dès demain, comme prévu. PC

Plus de 60 000 accompagnements par Nez rouge

■ MONTRÉAL — L'Opération Nez rouge 2004 a pris fin la nuit dernière, au Québec. Le bilan officiel ne sera pas connu avant aujourd'hui, lors d'un point de presse à Québec, auquel participera le président-fondateur de l'organisme Jean-Marie de Koninck. Mais déjà, si l'on se fie aux dernières statistiques publiées, on peut dire que plus de 60 000 accompagnements ont été effectués cette année. PC

Famille séquestrée

■ MONTRÉAL — Les célébrations du jour de l'An des membres d'une famille ont pris fin abruptement, samedi, lorsque deux cambrioleurs ont fait irruption dans la résidence de Laval où ils se trouvaient pour dérober plusieurs milliers de dollars de biens. Une heure durant, quatre adultes — les grands-parents et parents de deux enfants, âgés de six mois et trois ans — sont restés ligotés, pendant que leurs agresseurs les tenaient en respect. « Ils nous tenaient en joue, à la pointe de leurs fusils, a dit le père des deux enfants et propriétaire de la résidence, qui a souhaité garder l'anonymat. » Durant l'heure où ils ont séquestré les membres de la famille, les cambrioleurs se sont emparés de bijoux, fourrures et d'argent liquide. PC

Le père de la récupération s'éteint

■ VICTORIAVILLE — Bien connu dans la région de Victoriaville, Normand Maurice, considéré comme le « père de la récupération et du recyclage au Québec » est décédé vendredi à l'âge de 58 ans des suites d'un cancer. Enseignant de formation, il a fait sa marque en contribuant à mettre sur pied le Centre de formation en entreprise et récupération, avec l'aide de collègues, en 1987. « Il a fait avancer, à sa façon, le développement durable plus que n'importe quel gouvernement », a déclaré le maire de Victoriaville, Roger Richard. Normand Maurice a permis la création, en 2002, d'un centre de récupération des rebuts de peinture qui a créé 52 emplois permanents. PC

Incendie mortel en Montérégie

■ SAINTE-ANNE-DE-SOREL (PC) — Un incendie a fait une victime la nuit dernière à Sainte-Anne-de-Sorel, en Montérégie. C'est une maison unifamiliale du Chemin de l'île aux fantômes qui a été la proie des flammes, peu après minuit. Après avoir combattu le brasier, les pompiers ont retrouvé le corps d'un homme dans une chambre, vraisemblablement le propriétaire du domicile, âgé de 51 ans. La Sûreté du Québec tente de déterminer la cause du sinistre, qui a complètement ravagé la résidence. PC

Rappelez-vous... Rappelez-vous...

Ce sont vos souvenirs



Les ordinateurs et les caméras numériques ne sont pas destinés à conserver vos souvenirs.

Nous imprimons vos photos numériques sur du papier photographique de sorte qu'elles se conserveront indéfiniment.

Pour aussi peu que 0,30 \$ par photo, service 1 heure, c'est pratique et très économique.

Photos numériques 0,30 \$

Avec carte prépayée de 100 photos

gosselin 
passionnés d'images

www.gosselinphoto.ca

Place de la Cité
2600, boul. Laurier
Sainte-Foy
418.656.6309

LE MONDE

EN BREF

ARGENTINE

À nous les Malouines

■ BUENOS AIRES — Le gouvernement argentin a réaffirmé hier sa souveraineté sur les Malouines à l'occasion du 172^e anniversaire de la conquête de l'archipel par la Grande-Bretagne et demandé au Royaume-Uni d'ouvrir des négociations à ce sujet, 13 ans après la guerre ayant opposé les deux pays pour la possession de ces îles de l'Atlantique Sud. Le gouvernement argentin, qui revendique également la Géorgie du Sud, une île dépendant des Malouines, et les îles Sandwich du Sud, autre possession britannique de l'Atlantique Sud, a souligné vouloir régler pacifiquement son différend avec la G.-B. et en accord avec les lois internationales. AFP

JAPON

Masako est revenue

■ TOKYO — La princesse Masako du Japon, qui est restée cloîtrée plus d'un an à cause d'une dépression, a repris hier ses fonctions officielles à l'occasion des vœux du Nouvel An. L'épouse de l'héritier du trône du Chrysanthème, âgée de 41 ans, est apparue au balcon du Palais impérial à Tokyo aux côtés de son mari, le prince Naruhito, de l'empereur Akihito, de l'impératrice Michiko et des autres membres de la famille impériale. Pendant cinq minutes, Masako a souri et a salué la foule de 20 000 Japonais venus rendre hommage à la famille impériale, aux cris de «banzai» («longue vie»), et agitant des petits drapeaux nationaux rouges et blancs. AFP

ÉTATS-UNIS

La rage sans vaccin

■ WAUWATOSA, Wisconsin — Une adolescente américaine du Wisconsin est devenue la première personne connue au monde à avoir survécu à la rage sans se faire vacciner. Jeanna Giese, 15 ans, est rentrée chez elle samedi, après 11 semaines d'hospitalisation. L'adolescente avait été infectée par une morsure de chauve-souris en septembre alors qu'elle se trouvait à l'église, mais elle ne s'était pas fait immédiatement soigner. Elle avait commencé à présenter les symptômes de la rage à la mi-octobre. Une équipe de médecins de l'hôpital pour enfants du Wisconsin a alors fait le pari de la soigner grâce à un traitement expérimental et l'ont plongée dans le coma pour étouffer la maladie, mortelle dans la majorité des cas. AP

GRANDE-BRETAGNE

Loto d'un centenaire

■ LONDRES — Un parieur britannique devenu centenaire hier a remporté plusieurs milliers de livres après avoir misé il y a 10 ans sur... sa propre longévité. Arthur Best avait parié qu'il atteindrait l'âge de 100 ans. C'était fait hier matin, et en plus d'un télégramme de félicitations de la reine Elizabeth II, il a reçu la somme de 20 000 £ pour avoir remporté son pari. AFP

Croatie: un second tour pour les présidentielles

■ ZAGREB (d'après AFP) — Un second tour sera nécessaire pour désigner le prochain président de la Croatie entre le chef de l'État sortant, Stipe Mesic (49,03% des suffrages), et la candidate conservatrice, Jadranka Kosor (20,18%), selon des résultats officiels du premier tour des élections présidentielles d'hier.

Les résultats portent sur des bulletins dépouillés dans 99% des quelque 6 731 bureaux de vote, selon la Commission électorale centrale.

Un candidat indépendant, l'homme d'affaires croato-américain Boris Miksic, donné initialement en seconde position, devant M^{me} Kosor, par deux sondages à la sortie des urnes des télévisions, arrive en troisième position avec 17,8% des voix, selon la Commission. Le bon score réalisé par M. Miksic, un inconnu de la scène politique croate, a été qualifié de «vote de protestation de la population contre la prestation de l'ensemble de la classe politique», par Vesna Pusic, dirigeante de l'opposition parlementaire de gauche.

Le sondage de la TV publique réalisé par l'Institut Puls avait crédité le centriste Stipe Mesic, 70 ans, d'une victoire dès le premier tour.

«Il s'agit d'une grande victoire», a toutefois déclaré M. Mesic aux journalistes peu après l'annonce des résultats officiels.

Le président sortant a appelé les électeurs n'ayant pas participé au premier tour de scrutin à remplir leur

Abbas appelle les Palestiniens à cesser les tirs contre Israël

■ JABALIYA, bande de Gaza (AFP et AP) — Le chef de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), Mahmoud Abbas, grand favori des élections présidentielles palestiniennes, a appelé hier les activistes palestiniens à cesser les tirs de roquettes contre Israël dont l'armée a mis fin à une opération dans le nord de la bande de Gaza.

«Je leur dis ce n'est pas le moment de procéder à de tels actes», a déclaré M. Abbas devant quelque 4 000 résidents du camp de réfugiés de Jabaliya, au nord de Gaza, distant de cinq km de la localité de Beit Hanoun où l'armée israélienne avait opéré dans la journée.

«Ne donnez pas à Israël des raisons de nous attaquer», a ajouté le chef de l'OLP, qui était à Jabaliya dans le cadre de sa campagne pour l'élection du président de l'Autorité palestinienne le 9 janvier et qu'il semble assuré de remporter.

Le Hamas, qui a revendiqué la responsabilité des derniers tirs de roquettes contre Israël, a en outre de nouveau appelé à boycotter le scrutin. M. Abbas, 69 ans, qui a toujours été

contre la «militarisation de l'Intifada», a affirmé que l'offensive israélienne dans le nord de la bande de Gaza ne briserait pas la détermination du peuple palestinien.

Un sondage réalisé par le Centre palestinien de recherche politique, basé à Ramallah en Cisjordanie, montre que 65% des Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza ont l'intention de voter dimanche pour M. Abbas, candidat du principal mouvement palestinien, le Fatah.

L'armée israélienne a pénétré dans la matinée dans les localités de Beit Hanoun, Jabaliya et Beit Lahya quelques heures après avoir achevé une opération à Khan Younés, dans le sud

de la bande de Gaza, qui avait fait 11 morts palestiniennes.

Les unités d'infanterie et de blindés qui occupent ces trois localités s'en sont retirées dans la soirée.

Selon des sources militaires, l'opération a été stoppée pour qu'Israël ne soit pas accusé de troubler l'élection palestinienne.

Lors de l'opération, un cameraman palestinien employé par la télé privée

israélienne a été blessé par balles alors qu'il filmait des chars. Majdi Al-Arabid, 40 ans, a été blessé par des soldats «qui ont ouvert le feu sans sommation», a déclaré un journaliste israélien de la chaîne qui se trouvait sur place.

Auparavant, deux roquettes se sont abattues sur la ville israélienne de Sderot, faisant un blessé léger, puis deux obus de mortier se sont abattus sur la zone industrielle d'Erez, à la lisière d'Israël, blessant sérieusement un civil israélien.

Par ailleurs, le corps d'un vigile israélien tué par balles a été retrouvé à l'entrée du site archéologique de Beit Govrin à l'ouest de Jérusalem, la police soupçonnant qu'il s'agit d'un attentat palestinien.

Le meurtre a été revendiqué au téléphone par un interlocuteur anonyme au nom des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, un groupe armé lié au Fatah.

SHARON A DES PROBLÈMES

Sur le plan intérieur israélien, le premier ministre, Ariel Sharon, se heurtait à de nouvelles difficultés pour présenter sa coalition gouvernementale à l'approbation du Parlement, en raison des exigences du parti ultra-orthodoxe du Judaïsme unifié de la Torah.

Selon ses proches, M. Sharon espérait présenter aujourd'hui son cabinet à l'investiture de la Knesset, après avoir levé le dernier obstacle au ralliement des travaillistes grâce à un accord stipulant que leur chef, Shimon Peres, serait considéré comme second du premier ministre.

Le scrutin du 9 janvier préoccupe les deux parties

La «pureté inca» frappe au Pérou

LIMA (d'après AFP) — Le chef des 150 réservistes rebelles, Antauro Humala, qui occupent depuis samedi matin un commissariat de police à Andahuaylas et détiennent 10 otages, a affirmé hier soir qu'il était prêt à se rendre ce midi «en présence du peuple».

Le commandant à la retraite Antauro Humala a annoncé publiquement sa décision devant ses partisans réunis hier soir devant le commissariat. «Nous nous engageons à ne pas tirer à condition que les forces de l'ordre ne le fassent pas», a-t-il ajouté.

Quatre policiers ont été tués hier lors d'une fusillade avec les rebelles occupant le commissariat, selon des sources hospitalières à Andahuaylas, où plus de 300 policiers fortement armés ont été envoyés en renfort.

Répondant à la proposition du chef ultranationaliste de se rendre, Lima a demandé aux réservistes de remettre leurs armes «le plus rapidement possible» en leur garantissant la vie sauve. Le commandant à la retraite Antauro Humala (41 ans), qui dirige un groupe de 300 ex-militaires appartenant au mouvement Etnocacerista exigeait la démission du président Alejandro Toledo accusé de vendre le pays aux intérêts étrangers.

Etnocacerista, du nom d'un général, héros de la guerre du Pacifique contre le Chili (1879-1883), prône un retour à «la pureté inca» et demande de «fusiller les corrompus et les traîtres» vendus aux intérêts étrangers, visant particulièrement le Chili et les É.-U.



Antauro Humala entouré de puristes incas hier dans une station de police.

Vers l'investiture rapide de Viktor Iouchtchenko

■ KIEV (d'après AFP) — Une semaine après le «troisième tour» des présidentielles en Ukraine, le candidat pro-occidental Viktor Iouchtchenko, vainqueur désigné de ce scrutin, devrait être investi rapidement comme nouveau président de l'Ukraine; la démission de son rival pro-russe, Viktor Ianoukovitch, du poste de premier ministre ayant levé les derniers obstacles.

L'opposant Iouchtchenko avait obtenu 52% des suffrages contre 44,19% à son rival Ianoukovitch, à l'issue du «nouveau second tour» des présidentielles, qui s'est déroulé dimanche dernier, après l'annulation du tour précédent le 21 novembre pour fraudes massives par la justice.

Finalement, le premier ministre, empêché mercredi dernier par les partisans de Iouchtchenko de tenir un Conseil des ministres, a jeté l'éponge et annoncé sa démission vendredi soir à la veille du premier de l'an.

Toutefois, refusant toujours de reconnaître sa défaite, il a de nouveau qualifié d'«illégitime» l'élection de dimanche, laissant entendre qu'il pourrait poursuivre la procédure de contestation.

L'équipe de M. Ianoukovitch a sept jours, selon la loi, pour faire appel du rejet de sa plainte pour violation par la Commission électorale centrale auprès de la Cour suprême. Le camp pro-russe pourrait également contester devant la Cour suprême le résultat du vote une fois son annonce officielle par

la Commission électorale centrale, mais avant sa publication dans les journaux gouvernementaux.

Devant ces blocages, Viktor Iouchtchenko, dont l'investiture ne semble désormais être qu'une question de jours, a reçu le soutien symbolique du président de la Géorgie, Mikhaïl Saakachvili, héros dans son pays de «la révolution de la rose».

À quelque jours de sa prise de fonction, Iouchtchenko a pris position contre une remise en cause des privatisations et déclaré qu'une adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne serait «l'objectif principal» de sa présidence. Il a confirmé vouloir «résoudre les problèmes avec la Russie».

Pour l'heure, Moscou qui avait ouvertement soutenu Viktor Ianoukovitch devant son rival pro-occidental, s'est borné à une seule déclaration sibylline du ministère russe des Affaires étrangères, se contentant d'appeler vendredi les deux rivaux de la présidentielle ukrainienne à «la retenue» dans cette «période difficile» que traverse l'Ukraine.

L'Irak de mal en pis en 2005

BAGDAD (d'après AFP) — Plus de 40 personnes ont péri dans les violences en Irak, hier, dont 18 gardes nationaux tués dans une attaque suicide au nord de Bagdad, qui a été revendiquée par le groupe de l'islamiste Abou Moussab Al-Zarqoui.

Par ailleurs, le ministre du Pétrole, Thamer Abbas Ghadbane, a indiqué que son pays avait perdu plus de huit milliards \$US en exportations de pétrole depuis mars 2003 en raison des actes de sabotage visant ce secteur vital. Il a dénoncé une «guerre totale» contre les infrastructures pétrolières.

Une voiture piégée a explosé près d'un bus transportant des gardes nationaux, tuant 16 d'entre eux et un civil, à proximité de Balad, à 70 km au nord de Bagdad, selon le sergent américain Robert Powell.

Deux autres gardes ont succombé à leurs blessures pendant leur transfert à l'hôpital, a ajouté le porte-parole militaire, faisant état de six autres membres de cette force blessés.

Selon lui, le civil tué est une femme qui se trouvait au bord de la route au moment de l'attaque survenue près d'une base de la Force multinationale. Le kamikaze à bord de la voiture est mort.

Un tract, signé du groupe Al-Qaïda au pays du Rafidain (Mésopotamie), a affirmé qu'«une revanche a été prise, avec l'aide de Dieu, sur des agents de l'apostat (le premier ministre irakien Iyad Allaoui dans un camp de Balad)».

Le texte, dont l'authenticité ne peut être vérifiée, a été distribué et placardé sur des bâtiments publics à Balad, à Samarra et à Dhoulouyah, villes au nord de Bagdad. Il avertit que «les prochains jours connaîtront plus de résistance et que ces agents seront attaqués dans leurs maisons».

D'AUTRES ATTAQUES

Vingt autres Irakiens ont été tués dans d'autres attaques à travers le pays, selon des sources sécuritaires.

Un membre du conseil de la province de Salaheddine, Ali Abdel-Hussein Al-Khazraji, et ses quatre gardes du corps ont été tués dans une embuscade tendue par des inconnus près d'Al-Doujeil (40 km au nord de Bagdad).

Trois policiers ont été tués et un quatrième grièvement blessé par des hommes qui ont tiré sur eux à partir d'une voiture à Bassorah (sud).

À Bagdad, un civil a été tué par erreur par des inconnus qui visaient un fonctionnaire du ministère du Pétrole, et deux frères, gardiens d'un bâtiment public, ont été tués et trois autres personnes enlevées par 15 assaillants qui ont attaqué des dépôts du ministère de l'Éducation.

Trois policiers ont péri dans une embuscade près de Samarra (nord). Au nord de cette ville, trois soldats ont été tués dans une autre embuscade, tandis qu'un garde national a été tué dans un accrochage à Samarra même.

Un chauffeur de camion irakien transportant une cargaison pour l'armée américaine a été abattu près de Baiji, à 200 km au nord de la capitale, et un civil est mort dans l'explosion d'une bombe artisanale dans la même région.

L'EST ET LA CÔTE-NORD



Lucie Lacoursière, Pascal Athot et André Boudreau comptent faire vivre la Vieille Usine en hiver grâce au studio d'enregistrement.

Un studio d'enregistrement professionnel à l'Anse-à-Beaufils

GENEVIÈVE GÉLINAS
Collaboration spéciale

PERCÉ — La Vieille Usine de l'Anse-à-Beaufils, située dans la municipalité de Percé, vient de se doter du premier studio d'enregistrement professionnel de la Gaspésie. En fait, « un studio de ce type et de ce niveau, ça n'existait pas à l'est de Québec », affirme André Boudreau, promoteur de la Vieille Usine, une ancienne usine de transformation de morue convertie en salle de spectacles, resto-bar, galerie et atelier d'artistes sous l'impulsion d'un groupe de citoyens à la fin des années 90.

« On pourrait faire seulement des *shows* l'été, mais quand tu vois cet équipement-là dormir... », ajoute M. Boudreau. La Vieille Usine a donc investi plus de 150 000 \$ pour ajouter les équipements nécessaires à la transformation de sa salle de spectacles en studio d'enregistrement pendant la saison hivernale.

Pascal Athot, le technicien du studio, est fier comme un pape de l'équipement qu'il a appris peu à peu à maîtriser : « On n'a rien à envier aux studios de Montréal et des grands centres. On est équipé du même système que Studio Piccolo, Victor, tous les gros studios. C'est un peu le dernier cri de la technologie numérique en enregistrement ». « Je tripe comme un enfant », ajoute le jeune homme originaire de l'Anse-à-Beaufils, qui fait partie de l'équipe de la Vieille Usine depuis les débuts des activi-

tés, en 2000. M. Athot se réjouit que le bâtiment se mette à vivre pendant l'hiver. « Avec le studio, je vais travailler à l'année. Le bâtiment de la Vieille Usine se transforme en studio du mois de septembre jusqu'à mai pour l'enregistrement d'albums. Puis l'été, pendant la saison des spectacles, on va enregistrer des spectacles *live*. »

C'est aussi pour faciliter la vie des artistes de la région, obligés de s'exiler pour enregistrer, que la Vieille Usine s'est lancée dans ce projet. Selon M. Boudreau, « c'est certain que ça va combler un besoin. Il y a beaucoup d'artistes en région qui ont un potentiel de produits à enregistrer. Pour avoir un produit de haute qualité, ils sont obligés d'aller à Montréal, où ça coûte très cher, en plus de devoir se loger, tandis que maintenant, on peut offrir ce service-là directement en région ». La Vieille Usine compte offrir ses services d'enregistrement à des tarifs trois fois moindres que ceux des grands centres. « Il faut bien qu'on facture par ce qu'il y a des infrastructures à supporter, mais l'objectif est beaucoup plus de s'approcher d'un prix abordable pour l'artiste et correct pour assumer nos dépenses », indique M. Boudreau.

Et la Vieille Usine ne devrait pas avoir de mal à convaincre les artistes gaspésiens : « On n'a même pas commencé à en parler, mais on reçoit déjà des téléphones, des e-mails de gens qui voudraient avoir les tarifs. » « On veut y aller tranquillement, pendant qu'on est encore en période de rodage », répète toutefois M. Boudreau.

Le premier du genre à l'est de Québec

MATANE

L'ouverture de l'écologie retardée

■ MATANE — La Société des établissements de plein air (SEPAQ) reporte à l'été l'ouverture du premier écolodge dans la réserve faunique de Matane. Selon Gilbert Rioux, « des délais dans la livraison de matériaux de construction sont à l'origine de ce report. Nous avons donc interrompu les travaux pour les reprendre au printemps 2005. » Cette décision ne devrait pas entraîner de déboursés additionnels pour la SEPAQ, à l'exception des sommes engagées pour la promotion de l'auberge haut de gamme de 36 places. La construction du deuxième écolodge est également reportée en 2006.

Henri Michaud (Collaboration spéciale)

Linique de Recherche en santé des femmes

Vous venez d'apprendre que vous souffrez d'herpès génital ?

Volontaires recherchées. Nous sommes à la recherche de femmes atteintes d'herpès génital qui aimeraient participer à une étude clinique portant sur l'emploi expérimental d'un médicament déjà commercialisé dans le but de supprimer les récurrences d'herpès génital.

Les participantes doivent :

- avoir au moins 18 ans
- avoir reçu un nouveau diagnostic d'herpès génital au cours des six derniers mois
- être en bonne santé

Les médicaments requis dans le cadre de l'étude seront offerts gratuitement. Les participantes recevront une compensation financière pouvant aller jusqu'à 2005.

Pour de plus amples renseignements sur cette étude clinique, veuillez communiquer avec Suzie Savard ou Maude Julien, infirmières de recherche au 650-2295.

Étude sous la direction des Drs Céline Bouchard et Michel Fortier.

Regain d'espoir en Haute-Gaspésie

Des investissements dépassant 20 millions \$ prévus

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

■ SAINTE-ANNE-DES-MONTS — La Haute-Gaspésie verrait-elle enfin la lumière au bout du tunnel ? À l'aube de 2005, le préfet de la MRC, Laval Lévesque, se dit convaincu que la région connaîtra un nouvel essor économique.

« L'année 2005 nous apportera de bonnes nouvelles, assure le préfet élu de la Haute-Gaspésie. Je sens que nous remontons la côte, mais il faudra encore faire des efforts pour se démarquer et attirer les entreprises ici. »

Parmi les efforts à déployer pour attirer des entreprises en Haute-Gaspésie, le préfet cite l'agrandissement du parc industriel de Sainte-Anne-des-Monts. « Le parc est déjà plein alors que le CLD a des projets sur la table. La Ville devra donc investir si elle veut profiter des retombées du développement économique qui s'amorce. »

Pour appuyer cet élan d'optimisme, M. Lévesque cite en exemple le projet de Sural à Cap-Chat. « Les travaux de construction viennent de débuter et l'usine de fabrication de quartz synthétique devrait être opérationnelle d'ici quelques mois. De plus, Damabois devrait confirmer, sous peu, l'implantation d'une usine dans la même localité. »

Au total, les investissements dépasseront les 20 millions \$. Plus de 80 emplois seront ainsi créés dans la communauté cap-chatienne.

À Sainte-Anne-des-Monts, Ink Bank espère toujours le contrat qui permettra de véritablement lancer ses activités. Entre-temps, l'entreprise récupère des cartouches d'encre dans divers points de chute.

Pourtant, voilà seulement quelques mois, le préfet Laval Lévesque déplorait le peu d'intérêt déployé par les investis-

seurs et les autorités gouvernementales envers la MRC la plus en difficulté au Québec. « Beaucoup de travail a été accompli depuis. Les municipalités, les instances économiques et de développement, de même que la députée ont joué un rôle important dans ce nouvel élan. »

La manifestation pacifique tenue en mai à Cap-Chat et la visite du premier ministre Jean Charest, un mois plus tard, a également eu un impact positif sur les efforts de relance économique. « C'est plutôt rare qu'une députée monte dans un autobus, avec ses électeurs, pour demander un coup de pouce à son propre gouvernement », insiste notre interlocuteur.

Mais il y a plus. « Le projet-pilote de lutte à la pauvreté a permis l'élaboration d'un plan d'action qui commence à porter fruits. Un service de transport collectif a également été mis sur pied pour assurer un bon niveau d'activité ailleurs qu'à Sainte-Anne-des-Monts. Le pacte rural s'avère également un tremplin important pour notre MRC. »

La Haute-Gaspésie regroupe un peu plus de 12 700 habitants, répartis dans huit localités. Au total, 1145 entreprises procurent du travail à quelque 5200 personnes, mais 47 % de la population active n'occupe pas d'emploi. La moyenne salariale est de 14 409 \$, soit 30 % inférieure à la moyenne québécoise alors que le taux de chômage dépasse les 27 %.

Toujours n°1 à Québec

Cours de cuisine Grand public

7^e anniversaire

Cuisiner n'aura jamais été aussi facile et agréable!

Promotion 7^e anniversaire
Jusqu'au 31 janvier, nous payons les 2 taxes!

- Cours offerts en « formule pratique » seulement
- Plus de 100 cours adaptés à vos besoins
- Ambiance décontractée, plaisir assuré!

PORTES OUVERTES:
dimanche 9 janvier
de midi à 17h
Chez nous vous cuisinez, c'est garanti!

L'INSTITUT CULINAIRE
FRANÇOIS ROBERT
École, boutique, épicerie fine
45-A rue Marie-de-l'Incarnation Québec
(418) 684-8811
www.institutculinaire.com

C'est la plus grande vente de l'année !

JUSQU'À
50%

sur toute la marchandise en magasin

Sauf le plein air et les nouveautés printanières

Beaucoup, beaucoup... les manteaux !

laliberté

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ANDRÉ PROVENCHER
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'éditorial PIERRE-PAUL NOREAU
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

À table!



Brigitte Breton

BBreton@lesoleil.com

Québec doit tenir sa bonne résolution et dieter une politique alimentaire dans toutes les écoles primaires et secondaires d'ici la prochaine rentrée scolaire. Les risques liés à la malbouffe et à l'obésité sont assez grands pour que le gouvernement se mêle de ce que les jeunes mettent dans leurs assiettes.

La situation est telle que nous ne pouvons prétendre qu'il n'y a pas là matière à intervention gouvernementale. Lorsque 25% des jeunes de 6 à 16 ans font de l'embonpoint, l'État est en droit de mettre son nez dans les cafétérias des écoles et dans

les boîtes à lunch, car c'est lui plus tard qui devra payer en grande partie pour toutes les maladies cardio-vasculaires et pour tous les cas de diabète qui affecteront ces jeunes adultes. Québec doit agir avant que le problème prenne des proportions incontrôlables.

La tâche n'est pas simple. De mauvaises habitudes alimentaires sont déjà prises par bon nombre d'enfants dont les parents n'ont pas saisi l'importance de bien les nourrir. Mais, si par l'éducation et par certaines restrictions le Québec a réussi à réduire la consommation de tabac et à faire comprendre que l'alcool et la conduite automobile ne font pas un bon cocktail, il peut certainement obtenir des résultats tangibles au plan alimentaire en adoptant une politique pour ses écoles. Le travail des familles qui prônent déjà de bonnes habitudes alimentaires en sera du même coup facilité.

Pour les autres, des campagnes de publicité et de petits dépliants sur les mille et une façons d'apprêter le brocoli ne suffiront pas. Aussi bleu et dynamique soit Vasy, il ne fait pas le poids. Québec devra donc avoir le courage d'appliquer sa théorie et de procéder à un grand ménage des établissements scolaires pour y sortir toute la malbouffe et toutes les boissons sucrées et gazeuses.

Bien sûr, le sevrage ne sera pas facile, tant pour les jeunes, pour les fournisseurs que pour les établissements scolaires. Seulement la moitié des écoles secondaires ont jugé bon se doter d'une politique alimentaire. Pour des dollars, certaines commissions scolaires ont même accepté de livrer leur clientèle à Coke et à Pepsi sous prétexte que les jeunes en consommaient déjà.

Toujours selon la même logique, certaines cafétérias d'écoles secondaires rivalisent avec les chaînes de fast food pour retenir les jeunes entre leurs murs à l'heure du dîner. Cela n'a pas de sens. L'école devrait pouvoir se placer au-dessus de la mêlée et viser le meilleur. Si les jeunes devaient payer plus pour s'empiffrer de malbouffe, peut-être la trouveraient-ils moins attrayante et moins savoureuse.

Pour éviter la surcharge pondérale et l'obésité chez les jeunes, Québec devrait aussi examiner la possibilité de restreindre certaines publicités de produits alimentaires auprès des enfants. La publicité destinée exclusivement aux enfants de moins de 13 ans est interdite depuis des années dans la province. Ni pub de Barbie ni de Lego durant les émissions des jeunes. Par contre, les enfants voient et entendent maintes fois par jour des publicités de McDo, de Tim Hortons, de Coke, de plats surgelés et de croustilles.

Le professeur Paul Boisvert, de l'Université Laval, notait en janvier dans les pages du SOLEIL que l'enfant qui entre en maternelle a déjà gobé 250 heures de messages publicitaires sur la (mauvaise) façon de se nourrir. Selon la Société canadienne de pédiatrie, seulement 4% des publicités présentes de la nourriture saine. Le reste vante les céréales sucrées, les repas minute, les boissons gazeuses et les bonbons.

Il est clair qu'il faudra beaucoup d'énergie, de ténacité et d'éducation pour contrebalancer ces messages. L'ampleur de la tâche ne doit cependant pas nous inciter à abandonner. C'est la santé et la vitalité des adultes de demain qui en dépendent.

RETOUR AU BOULOT...



VOS RÉPONSES

@ QU'EN PENSEZ-VOUS?

Le différend entre les parties à la SAQ devrait-il être soumis à un arbitre?

Privatiser la SAQ

Il faut se souvenir que la SAQ, telle que nous la connaissons aujourd'hui, est le vestige d'une époque révolue qui a conservé un arrière-goût de prohibition et de puritanisme, une pratique dont l'Europe et les É.-U. se sont libérés depuis longtemps. Dans la grande majorité de ces États, la vente des spiritueux est l'affaire de l'entreprise privée, ce qui permet à la concurrence d'avoir libre cours et n'empêche pas le gouvernement de percevoir ses taxes. Tout le monde en sort gagnant, les prix sont plus bas et le gouvernement s'évite bien des troubles et des négociations inutiles. Pourquoi conserver un système qui est source de problèmes, et qui, tôt ou tard, devra être changé...?

La SAQ n'est pas une entreprise philanthropique. Aussi, si j'étais un gréviste de la SAQ, je mettrais de l'eau dans mon vin et j'évitais de faire des vagues pour ne pas faire déborder la coupe des contribuables, copropriétaires de la SAQ.

Guy-N. Chaumont
Sainte-Foy

Les barons de la consommation

La grève à la Société des alcools nous laisse voir la face hideuse de notre so-

ciété de consommation. Il faut voir défiler ces baronnes et barons de la consommation franchir les lignes de piquetage pour se procurer cette liqueur dont ils ne peuvent se passer. On dit que les guerres ou les catastrophes font voir le meilleur et le pire de l'homme : nous le voyons dans ce conflit, alors que les disciples de nos « grandes gueules », ceux pour qui la liberté n'a pas de limite... de consommation, bousculent les valeurs fondamentales de notre société pour répondre à leur instinct grégaire de consommateur. Il y a les clients respectueux des lignes de piquetage qui savent que ce droit de grève a été gagné de haute lutte et qui acceptent cet inconfort. Ils comprennent que la consommation de vin et d'alcools est un luxe fort agréable distribué par la SAQ à la grandeur du Québec et que cette institution (un fleuron dont il faut être fier) nous permet de distribuer la richesse partout en région. La SAQ restera très efficace si elle ne se privatise pas, car la richesse des travailleurs est plus distributive que celle de riches concessionnaires qui dépensent ailleurs. J'ai mal à mon pays quand je vois ces gens prêts à tout écraser pour satisfaire leur confort et je m'interroge devant toute cette indifférence face à notre avenir...

Claude L'Heureux
Québec

Quel boulot!

Je me suis presque étouffé avec mon café en lisant, le 23 décembre 2004, les commentaires de monsieur Morency sur la complexité de son travail à titre d'employé de l'État à la SAQ : connaître son

produit, être courtois, détecter le clientèle de moins de 18 ans, transporter des caisses, comprendre le système informatique et remplacer son directeur au besoin. C'est tout? Il y a des employés du secteur privé qui doivent l'envier et qui accepteraient volontiers ses conditions de travail! La prochaine fois, je transporterai moi-même ma caisse de bouteilles afin d'alléger la tâche de ces pauvres travailleurs exploités...

Michel Roberge
Sillery

Solidarité québécoise

C'est honteux et répugnant de voir un magasin de la SAQ plein de monde, alors qu'il y a un conflit de travail. Une des principales revendications des grévistes est d'empêcher la direction patronale de jouer au yo-yo avec ses employé(e)s précaires.

Martin Richard
Montréal

Écrivez-nous!

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle? Écrivez-nous à opinion@lesoleil.com

Adresse postale:
Carrefour des lecteurs
Journal LE SOLEIL
410, boulevard Charest Est, C.P. 1547
Succ. Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.

RÉFLEXION

ENVIRONNEMENT

« Construire collectivement le développement durable »

Louis Guay

L'auteur est professeur au département de sociologie de l'Université Laval

L'environnement, c'est avant tout un ensemble diversifié de territoires. Il y a les territoires que l'on habite, ceux que l'on exploite et aménage intensivement, ceux que l'on fréquente pour la récréation, le loisir et la découverte, ceux qu'on désire conserver intacts, enfin, quand ils ont été abîmés, ceux qu'on tente de restaurer. Ces territoires sont des milieux de vie que nous nous partageons. Les conflits d'usage sont nombreux, mais pas insolubles.

La prise de conscience que l'environnement est menacé est assez récente. Comment avons-nous réagi? Nous n'avons pas tous réagi en chœur, d'un commun accord. Au contraire, il a fallu, en un premier acte, que des groupes de militants mettent sur la scène publique les problèmes écologiques et l'urgence d'agir. Ils ont été aidés par une meilleure compréhension de la fragilité des équilibres naturels, y compris le climat terrestre, due aux activités humaines.

Le second acte a été dominé par les gouvernements. Ils ont graduellement mis en place des lois sur la protection de l'environnement et une réglementation qui visent à changer et orienter les comportements. On s'attaque à ce qui est le plus dangereux pour la san-



Les générations futures vont nous juger sur nos réalisations, sur la qualité et la richesse de l'environnement que nous leur aurons léguées, affirme un professeur de sociologie.

té humaine et de l'environnement. Les gens ont droit à un environnement de qualité et les contaminants doivent être contrôlés, voire éliminés. Source de valeurs, les milieux naturels doivent être mieux protégés.

Puis, les industries sont entrées en scène. Au départ sceptiques face aux revendications et à l'alarmisme des écologistes, elles ont commencé à se ré-

clamer du développement durable. Plusieurs raisons les ont poussées à changer de cap : la pression publique, l'intervention gouvernementale, le remplacement de directions, les connaissances accumulées. La route est encore longue, comme en témoignent l'exploitation forestière et la pêche industrielle, gélatrices de tensions profondes et persistantes entre le développement

économique et la protection de l'environnement et de ses ressources.

Nous sommes forcés de repenser les rapports entre environnement et développement et nos rapports à la nature. Les définitions du développement durable laissent souvent songeur, car trop floues. Mais c'est mal comprendre le défi du développement durable que de vouloir à tout prix avoir en main une dé-

inition qui s'ouvre comme un livre de recettes. Le développement durable est une entreprise à construire, collectivement, fondée sur de très nombreuses initiatives et sur la discussion et la participation publiques. Les pouvoirs publics ont un rôle capital à jouer, comme on le voit dans l'avant-projet de loi sur le développement durable. L'enjeu reste de taille : il est en somme l'écologisation des modes de vie, de la production et de la consommation. Comment tenir compte dans toutes les décisions et politiques des contraintes environnementales? Mais comment aussi être responsable et ne pas tourner le dos au développement et à ce qu'il apporte en biens, en confort, en allongement de la vie, tout en étant soucieux d'atténuer et de limiter les impacts négatifs sur les territoires? Les générations futures ne nous jugeront pas sur nos intentions, mais sur nos réalisations, sur la qualité et la richesse de l'environnement que nous leur aurons léguées.

@ QU'EN PENSEZ-VOUS?

Jugez-vous suffisante l'aide du Canada de 80 millions \$ aux sinistrés des tsunamis?

ÉCRIREZ-NOUS à opinion@lesoleil.com
 Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

Magasinez chez Tanguay et devenez MILLIONNAIRE

Un client Tanguay gagnera

1 000 000 \$

en argent comptant

aussi 7 gagnants-finalistes de 1000\$ en certificats-cadeaux



1^{re} semaine
Gagnant-Finaliste
Vous, peut-être!
?



2^e semaine
Gagnant-Finaliste
Vous, peut-être!
?



3^e semaine
Gagnant-Finaliste
Vous, peut-être!
?



4^e semaine
Gagnant-Finaliste
Vous, peut-être!
?



5^e semaine
Gagnant-Finaliste
Vous, peut-être!
?



6^e semaine
Gagnant-Finaliste
Vous, peut-être!
?



7^e semaine
Gagnant-Finaliste
Vous, peut-être!
?



8^e semaine
Gagnant-Finaliste
Vous, peut-être!
?

Vente du million 36 versements



MAGASINEZ EN LIGNE
www.tanguay.ca



Livraison et service
gratuits
à la grandeur de la province

PLACE LAURIER
ÉLECTRONIQUE + INFORMATIQUE
2700, boul. Laurier, Entrée 3
(418) 850-0111 • 1-877-506-0111

LES SAULES
4875, boul. de l'Éboule
(418) 871-4411
1 800 563-4411

BEAUPORT
777, rue Clémence
(418) 806-4411
1 800 563-6262

LÉVIS
5725, boul. Étienne-DuBois (angle Kennedy)
(418) 833-4511
1 800 563-4511

SAINT-GEORGES DE BEAUCE
9958, boul. Laurier
(418) 226-4411
1 877 296-4411

RIMOUSKI
822, boul. Sainte-Anne, Route 132
(418) 725-4411
1 800 463-4411

RIVIÈRE-DU-LOUP
245, boul. de Ville
(418) 867-4711
1 800 510-4711

TROIS-RIVIÈRES
2200, boul. des Éboule
(819) 373-1111
1 800 465-2200

CHICOUTIMI
1800, boul. Talbot
(418) 696-4411
1 800 363-4711

Ce concours est ouvert à tous les clients âgés de 18 ans et plus qui feront un achat minimum de 100,00\$ ou plus entre le 3 janvier et le 27 février 2005. Une participation sera remise avec chaque tranche d'achat de 100\$ effectué durant les dates de la promotion dans tous les Aneublements Tanguay et Tanguay Électronique (non valide sur les achats antérieurs). «La vente du Million» débute le 3 janvier 2005 et se termine le dimanche 27 février 2005 à 17 heures dans les huit (8) Aneublements Tanguay ainsi que chez Tanguay Électronique. Billets disponibles en magasin et sur www.tanguay.ca.